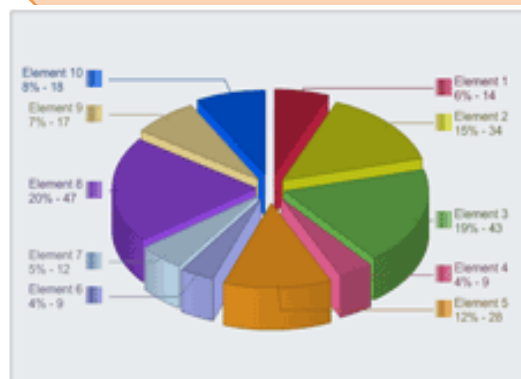


<p>REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix - Travail – Patrie</p> <p>-----</p> <p>Ministère de la Santé Publique</p> <p>-----</p> <p>Comité National de Lutte contre le SIDA</p>		<p>REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work – Fatherland</p> <p>-----</p> <p>Ministry of Public Health</p> <p>-----</p> <p>National AIDS Control Committee</p>
---	--	--

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

(EF-REDES) AU CAMEROUN EN 2009



OCTOBRE 2010

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	1
LISTE DES ACRONYMES	3
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES FIGURES	6
PREFACE	7
REMERCIEMENTS	9
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	10
INTRODUCTION	11
I. PROFIL DU PAYS	12
I.1 Contexte administratif et géographique	12
1.1.1 Situation géographique	12
1. 2 Profil démographique	12
CONTEXTE EPIDEMIOLOGIQUE ET APERCU DE LA LUTTE AU CAMEROUN	13
II. APERÇU SUR L'EPIDEMIE DE VIH/SIDA AU CAMEROUN	13
2.1. Aspects épidémiologiques	13
2.3 Impact de l'infection	14
2.4 Aperçu de lutte contre le Sida au Cameroun	14
2.5 Les changements dans les engagements nationaux	15
2.6 Les changements dans la mise en œuvre des programmes	16
III. METHODOLOGIE UTILISEEE POUR L'ETUDE REDES	16
3.1. Collecte des données	17

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

3.2 Traitement des données	17
3.3 Analyse des données	18
3.4. Pérennisation de la technologie	18
3.5 Circuit de transaction et définitions de termes	19
3.5.1 Circuit de la transaction	19
3.5.2 Définitions des termes	20
3.5.3 Catégories	21
3.6. Limites de l'estimation :	22
 IV. RESULTATS DE L'ESTIMATION DES FLUX DE RESSOURCES ET DEPENSES ALLOUEES A LA LUTTE CONTRE LE SIDA.	 22
4.1. Structure générale des dépenses consacrées à la lutte contre le Sida	22
4.1.1 Sources de financement	22
4.1.2 Agents de financement	25
4.1.3 Prestataires de Services	28
4.1.4 Situation globale des dépenses par intervention	31
4.1.5 Structure détaillée des dépenses consacrées à la lutte contre le VIH/SIDA et les IST	32
4.2.2. Structure des dépenses par groupe cible	36
4.2.3. Dépense par objet de la dépense	40
 V. FORCES, DIFFICULTES ET PERSPECTIVES	 43
5.1. Forces	43
5.2. Difficultés:	43
5.3. Perspectives	44
 RECOMMANDATIONS	 45
 ANNEXES	 46

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

LISTE DES ACRONYMES

Sigle	Définition
ACDI	Agence de Coopération et de Développement Internationale
ACMS	Association Camerounaise pour le Marketing Social
AGR	Activités génératrices de revenus
ARV	Antirétroviraux
BIT	Bureau International du Travail
BUCREP	Bureau Central du Recensement et des Etudes de la Population
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CDV	Centre de dépistage volontaire
CNLS	Comité National de Lutte contre le SIDA
CPN	Consultation Prénatale
CRLS	Comité Régional de Lutte contre le SIDA
CSLS	Comité Sectoriel de Lutte contre le SIDA
CTA	Centre de Traitement Agréé
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
ECAM III	Troisième Enquête Camerounaise auprès des Ménages
EDS III	Troisième Enquête Démographique et de Santé
ESTHER	Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière En Réseau
FASR	Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée
GFTAM	Fonds Global de Lutte contre le SIDA, le paludisme et la tuberculose
GICAM	Groupement Inter patronal du Cameroun
GTC	Groupe Technique Central
GTR	Groupe Technique Régional
GTZ	Coopération Technique allemande
IDA	International Développement Agency
INS	Institut National de la Statistique
IO	Infections opportunistes
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque allemande de développement)
LCIS	Lutte Contre les IST et le SIDA
M & E	Monitoring and Evaluation
MAP	Programme Multisectoriel de lutte contre le SIDA

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

MICS	Multiple Indicator Cluster Survey
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEFI	Ministère de l'Economie et des Finances
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINJEUNE	Ministère de la Jeunesse
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINTOUR	Ministère du Tourisme
MSF	Médecins sans Frontières
NASA	National AIDS Spending Assessment
OEV	Orphelins et Enfants vulnérables
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/ SIDA
PEC	Prise en charge
PSN VIH/SIDA	Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/ SIDA
PSN VIH/SIDA	Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA
PTME	Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant
PVVIH	Personne vivant avec le VIH
REDES	Ressources et Dépenses en matière de SIDA
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SNU	Système des Nations Unies
UM	Unité Mobile
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and cultural Organization
UNFPA	United Nations Fund for Population
UNGASS	United Nations General Assembly Special Session on HIV and AIDS
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UPEC	Unité de Prise en charge
USAID	United States Agency for International Development

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Sources de financement.....	22
Tableau 2: Sources Privé.....	23
Tableau 3: Sources Internationales	23
Tableau 4: Agents Publics.....	26
Tableau 5: Agents Internationaux	27
Tableau 6: Prestataires de Services	28
Tableau 7 : Prestataires du Secteur Public	29
Tableau 8: Prestataires du Secteur Privé.....	30
Tableau 9: Situation globale des dépenses par intervention	31
Tableau 10: Structure de la dépense dans le cadre de la prévention	32
Tableau 11: Structure des dépenses par groupe	36
Tableau 12: Dépense par objet de la dépense	40

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Circuit d'une transaction	19
Figure 2: Contributions bilatérales directes	24
Figure 3: Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	24
Figure 4: Organisations et fondations internationales à but non lucratif	25
Figure 5: Agents de financement	25
Figure 6: Agents privés	27
Figure 7: Entités bilatérales et multilatérales dans les bureaux de pays	31
Figure 8: Structure de la dépense dans le cadre des soins et traitement.....	32
Figure 9: Structure de la dépense en faveur des OEV	33
Figure 10: Structure de la dépense de gestion et d'administration des programmes	33
Figure 11: Structure de la dépense en faveur des ressources humaines.....	34
Figure 12: Dépense en fonction de la Protection Sociale et services sociaux.....	35
Figure 13: Dépense en fonction du programme de protection des droits de l'homme	35
Figure 14: Dépense en fonction de la recherche	35
Figure 15: Cas des dépenses consacrées aux personnes vivant avec le VIH/SIDA.....	36
Figure 16: Cas des dépenses consacrées aux autres groupes vulnérables.....	37
Figure 17: Cas des dépenses consacrées aux groupes de la population spécifiques et accessibles.....	38
Figure 18: Cas des dépenses consacrées à la population générale.....	39
Figure 19: Revenus du travail	40
Figure 20: Matériels	41
Figure 21: Services.....	42

PREFACE

La lutte contre le Sida constitue sans doute l'un des défis majeurs de ce siècle pour assurer le développement harmonieux des nations les moins avancées et garantir la qualité du niveau de vie des populations.

Ayant pris la mesure de l'ampleur de cette pandémie et convaincu de son impact néfaste sur le progrès des économies du monde et particulièrement de celles des pays pauvres, la communauté internationale s'est mobilisée ces dernières années afin d'apporter une réponse adéquate à ce fléau. Pour ce faire, elle a inscrit la lutte contre le VIH/sida dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) faisant ainsi de celle-ci une priorité que les Etats devraient inscrire dans leurs différentes politiques afin de montrer leurs engagements.

Au Cameroun, l'engagement du Président de la République s'est traduit entre autres, par la mise en place du Comité National de Lutte contre le Sida, la création de son organe d'exécution en l'occurrence du Groupe Technique Central, et l'élaboration des Plans Stratégique National de lutte contre le Sida (PSN) 2000-2005 et 2006-2010.

Le PSN constitue le cadre unique national d'action, et sert de référence en matière d'interventions face au VIH/sida. C'est un cadre consensuel élaboré de façon participative et dont la mise en œuvre à travers son Plan Opérationnel est inclusive de tous les acteurs (publics, privés, de la société civile notamment les PVVIH).

Au plan mondial, la prise en compte de la pandémie dans les actions de la communauté internationale a été suivie d'une importante mobilisation des ressources en faveur de la lutte contre le VIH/sida à travers la mise en place de plusieurs mécanismes dont le plus important est le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme.

Cependant, force est de reconnaître qu'au Cameroun, la coordination de ces flux financiers n'a pas toujours été facile, chaque partenaire technique et financier ayant son programme avec des conditionnalités et des indicateurs différents. C'est pourquoi le Groupe Technique Central a procédé à l'harmonisation des indicateurs nationaux avec ceux de UNGASS, Fonds Mondiale afin de pouvoir les renseigner à temps opportun.

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

A cet égard, la réalisation de la cartographie des dépenses de lutte contre le Sida pour l'année 2009 à partir de l'outil d'Estimation des flux des Ressources et Dépenses de la lutte contre le Sida, REDES) aidera à atteindre cet objectif et permettra aussi de réorienter les actions futures en fonction des besoins prioritaires.

Ainsi, l'estimation des flux de Ressources et Dépenses de la lutte contre le Sida (REDES) est déjà institutionnalisée et l'exercice d'évaluation se fait chaque année en vue de procéder aux éventuels réajustements.

Nous tenons à remercier les bureaux Pays du Cameroun et Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de ONUSIDA dont les appuis ont été déterminants dans la réalisation de l'édition 2009 de l'enquête REDES

C'est aussi le lieu d'inviter et d'encourager à cet effet, les acteurs de la lutte contre le VIH/Sida et les partenaires au développement du Cameroun à soutenir cet effort de traçabilité des ressources de la lutte afin de rendre compte de façon adéquate aux différents contribuables.

Tous, ensemble pour relever les grands défis de la lutte.

André MAMA FOU DA

**Ministre de la Santé Public, Président du
Comité National de lutte Contre le SIDA**

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

REMERCIEMENTS

Le présent document est la troisième édition de l'exercice d'estimation des flux des Ressources et Dépenses de la lutte contre le Sida (REDES) réalisée par le Groupe Technique Central du Comité National de lutte Contre le Sida du Cameroun.

L'estimation des flux des ressources et des dépenses nationales en matière de lutte contre le VIH et le Sida pour l'année 2009 au Cameroun est le résultat des efforts concertés de la part d'acteurs divers : publics, privés, civils nationaux et partenaires au développement.

Grâce à la synergie des efforts et à l'esprit de franche collaboration des personnes ressources, des agences et des institutions partenaires, la présente estimation a pu être réalisée. À cet effet nous saisissons cette opportunité pour adresser :

Notre reconnaissance et notre profonde gratitude à l'ONUSIDA pour son assistance technique et financière de qualité au cours de cette opération.

A tous les acteurs, tant nationaux qu'internationaux, qui y ont contribué, par leurs réflexions, leurs conseils, leurs observations et leurs suggestions, le Group Technique Central du Comité National de Lutte Contre le SIDA adresse ses sincères remerciements.

L'organisation des réunions de formation, de lancement et de restitution a d'une part, permis la maîtrise des outils REDES par les membres de l'Equipe Nationale et la sensibilisation des acteurs et d'autre part, facilité la prise en compte de leurs avis dans les résultats de l'étude REDES.

Ces résultats n'auraient pu être atteints sans l'engagement et la contribution de qualité de l'ensemble des membres de l'Equipe Nationale et les Points Focaux des partenaires à qui nous renouvelons nos sincères remerciements et un encouragement à la poursuite et la prise en main des éditions futures.

Enfin, nos sincères remerciements et notre gratitude vont à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de l'évaluation des exercices 2009 mais surtout aux partenaires prêts à soutenir le processus de pérennisation de REDES au Cameroun.

Dr ELAT NFETAM Jean Bosco

Secrétaire Permanent du GTC/CNLS

Coordonnateur

National

du

REDES

Cameroun

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

- 1 Globalement, les dépenses du Cameroun en matière de lutte contre le VIH/SIDA et les IST sont estimées en 2009 à **34 636 909 946 FCFA**, soit **72 919 810 USD**. Ce montant correspond à **1 785 FCFA** ou **3,76 USD** de dépense par tête d'habitant.
- 2 Spécifiquement, en 2009, la dépense de prévention par tête d'habitant se situe à **360 FCFA**, celle par personne vivant avec le VIH (PVVIH) a été estimée à **39 223 FCFA** alors que celle des soins et traitement par PVVIH est à **15597 FCFA**. Durant la même année, **50 376 FCFA** ont été dépensés par orphelin et enfant vulnérable(OEV)
- 3 La plus importante source de financement en 2009 est constituée par les fonds extérieurs avec une contribution de **28 530 525 154 FCFA**, soit **82%** du total des fonds dépensé. La contribution du Gouvernement s'est élevée à **5 240 861 092**, représentant **15,%** du montant global.
- 4 Les pouvoirs publics ont été les principaux ordonnateurs de dépenses, avec plus de la moitié (**57,9%**) des dépenses engagées. Le secteur privé a observé une autonomie totale sur les décisions de dépenses sur ses ressources propres.
- 5 Les dépenses réalisées dans le cadre de la lutte contre le Sida ont concernés à 98,5% les dépenses courantes dont 70% a été utilisée pour le paiement des revenus du travail. L'autre partie constituant la dépense capitale a servi en grande partie à l'achat des équipements de laboratoires, matériels et réactifs.
- 6 De manière générale les interventions réalisées ont principalement concerné les soins et traitement à 39,8%, la prévention pour 31,9%. Les activités en faveur des OEV ont représentés 7,2% et les dépenses de fonctionnement ont été effectuées à hauteur de 13,7%.
- 7 Pour l'essentiel, le secteur public (**57,9%**) et le secteur privé (**31,9%**) ont réalisés des prestations à plus de **90%**. Les partenaires bilatéraux et multilatéraux ont fait pour leur part des prestations à hauteur de **10,2%**.
- 8 Les prestations ont eu comme principaux bénéficiaires les PVVIH pour **48,6%** des dépenses, suivi de la population générale avec **34,5%**. Les parts de la dépense en direction des populations à hauts risques avec **7,5%** ont été relativement faibles. Toutefois, un effort a été fait en direction de certains groupes de populations clés comme les OEV, les enfants nés de mère séropositive avec **5,3%** et **3,9%** de la dépense totale respectivement.

INTRODUCTION

L'épidémie du VIH/SIDA demeure une préoccupation majeure dans le monde notamment en Afrique subsaharienne, où cette pandémie sévit le plus. D'après les estimations de l'ONUSIDA (2007), 33,2 millions de personnes dans le monde vivaient avec le VIH/Sida parmi lesquelles près de 9 enfants sur 10 (90 %) et deux adultes sur trois (68 %) vivent en Afrique subsaharienne. De plus, 76 % des décès dus au SIDA y sont survenus.

Les premiers cas d'infection à VIH au Cameroun ont été déclarés dans les années 1980 et pour faire face à l'évolution croissante du phénomène, le Gouvernement a créé le CNLS en 1986. Avec une prévalence de 5,5% en fin 2004 (EDS III), le pays se trouve dans un contexte d'épidémie généralisée, montrant ainsi la nécessité d'accentuer la lutte contre le VIH/Sida. C'est ainsi que le Plan Stratégique National 2006-2010, deuxième du genre, a été mis sur pied.

Malgré des progrès réalisés dans cette lutte, un certain nombre de défis reste à relever pour tendre vers l'atteinte du sixième Objectif du Millénaire pour le Développement¹ (OMD 6) en 2015 ; il s'agit notamment d'une meilleure allocation des ressources disponibles dans les différentes activités de la lutte contre le VIH. Mais, pour réussir dans cette entreprise il faudrait au préalable savoir quelles ont été les ressources disponibles et comment elles ont été gérées les années précédentes.

Par ailleurs, la compréhension du flux des ressources financières entre les sources de financement et les dépenses réelles est primordiale en matière de suivi et d'évaluation de la riposte à l'épidémie du SIDA, afin de fournir l'information stratégique qui permettra de réorienter les financements vers les groupes vulnérables. Elle permettra d'accroître le renforcement de la coordination nationale (les trois un), de renforcer l'appui à l'implantation des stratégies nationales, la production des indicateurs financiers pour le rapport UNGASS, l'alignement de l'ensemble des partenaires à la stratégie nationale de lutte contre le SIDA et l'implantation d'un outil servant à la transparence de l'utilisation des fonds. De plus, le fait de ne pas rendre compte de la gestion des fonds alloués à la lutte contre le VIH, jette un discrédit sur la manière dont les fonds ont été utilisés, compromettant ainsi les chances des pays à accéder à davantage de ressources financières. De ce fait, elle est devenue une condition préalable à remplir par les pays pour que leurs projets de financement soumis au Fonds Mondial soient recevables.

Dès lors, il devient primordial de suivre et d'estimer les ressources et les dépenses pour la lutte contre le VIH/SIDA.

¹ Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies.

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

I. PROFIL DU PAYS

I.1 Contexte administratif et géographique

1.1.1 Situation géographique

Le Cameroun est un pays d'Afrique Centrale situé au fond du Golfe de Guinée, entre les 2^e et 13^e degrés de latitude nord et les 9^e et 16^e degrés de longitude est. Le pays s'étend sur une superficie de 475650 kilomètres carrés. Il présente une forme triangulaire qui s'étire au sud jusqu'au lac Tchad sur près de 1 200 km tandis que la base s'étale d'ouest en est sur 800 km. Il possède au sud-ouest une frontière maritime de 420 km le long de l'océan Atlantique. Il est limité à l'ouest par le Nigéria, au sud par le Congo, le Gabon et la Guinée Équatoriale, à l'est par la République Centrafricaine, et au nord-est par le Tchad. Enfin, au sommet du triangle, au nord, il est coiffé par le Lac Tchad.

1.2 Profil démographique

L'effectif de la population du Cameroun au 1er janvier 2010 s'élève à 19 406 100 habitants. Ce chiffre s'appuie sur l'analyse des tendances démographiques observées à partir des recensements de 1976, 1987 et 2005. En 1976, le Cameroun comptait 7 663 246 habitants ; en 1987, la population était de 10 493 655 habitants. En 2005, les résultats définitifs du 3^{ème} RGPH indiquaient 17 463 836 habitants. Cette évolution démographique confirme le maintien d'un fort potentiel humain dans le pays, avec un taux annuel moyen de croissance démographique évalué à 2,8% au cours de la période 1987-2005 et à 2,6% entre 2005-2010.

Tableau... Evolution de la population de 1976-2010

Evolution de la population de 1976 -2010					
Année	Sexe		Total	Rapport de masculinité(%)	Accroissement annuel moyenne(%)
	Masculin	Féminine			
1976	3,754,991	3,908,255	7,663,246	96.1	
1987	5,173,372	5,320,283	10,493,655	97.2	2.9
2005	8,632,036	8,831,800	17,463,836	97.7	2.8
2010	9,599,224	9,806,876	19,406,100	97.9	2.6

Source : BUCREP 2010, La population du Cameroun en 2010

CONTEXTE EPIDEMIOLOGIQUE ET APERCU DE LA LUTTE AU CAMEROUN

II. APERÇU SUR L'EPIDEMIE DE VIH/SIDA AU CAMEROUN

Les dernières données d'envergure nationale sur l'épidémie de VIH et Sida au Cameroun datent de 2004. Il s'agit des résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDSIII) qui a alors classé le Cameroun comme un pays en contexte d'épidémie généralisée. Les jeunes, les femmes et certains groupes spécifiques tels que les hommes en tenue, les travailleurs du sexe et leurs clients ayant des comportements à haut risque sont considérés comme les groupes vulnérables.

2.1. Aspects épidémiologiques

Séroprévalence dans la population générale

La séroprévalence, estimée à travers un système de surveillance sentinelle auprès des femmes en consultation prénatale est passée de 7,3% en 2002 à 7,57% en 2009 (Rapport sur la surveillance sentinelle VIH et syphilis, Ministère de la Santé Publique, 2009).

Les estimations sur l'impact de l'infection à partir des logiciels Estimation Projection Package (EPP) et Spectrum révèlent que la prévalence dans la population des 15– 49 ans se situe autour de 5,32 % en 2009 avec près de 602 520 personnes infectées.

☞ Prévalence dans les groupes spécifiques les plus à risque

En 2009, une étude comportementale et de séroprévalence a été menée chez les travailleurs de sexe (Rapport enquête comportementale et de séroprévalence du VIH et de la Syphilis chez les TS au Cameroun, 2009). Les résultats montrent une évolution de la prévalence qui est passée dans ce groupe de 26,4 % en 2004, à 36,7 % en 2009.

2.2 Aspects socio comportementaux

Selon les résultats de l'étude sur les travailleurs du sexe réalisée en fin 2009 (sur un échantillon de 1000 personnes dont 96 femmes et 4 hommes), 60% des personnes interrogées déclare utiliser régulièrement le condom et 72,7% déclare l'avoir utilisé lors du dernier rapport sexuel. Ces chiffres montrent une différence par rapport à l'étude de 2005.

Selon les résultats de l'étude « Identité, pratiques sexuelles à risque en matière de VIH/sida chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes dans la ville de Douala » en 2008-2009, le phénomène d'homosexualité existe au Cameroun et est pratiqué dans la majorité des cas

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

par des jeunes avec un âge médian des personnes interrogées se situant à 25 ans. L'utilisation du condom n'est pas systématique lors des rapports (utilisation par 43,7% des 168 personnes enquêtées).

2.3 Impact de l'infection

L'impact humain et social de cette pandémie est important. Partant des estimations de l'ONUSIDA/OMS, le nombre d'adultes infectés au VIH s'établirait à environ 602 000 en 2009 pour près de 52 000 enfants infectés. De même, en 2009, on estime à environ 72 000 femmes enceintes séropositives attendues pour près de 10 700 naissances séropositives. Le nombre de décès annuel liés au VIH estimé en 2009 s'élève à 50 000. Au plan social, on assiste à un accroissement important du nombre d'orphelins liés au Sida. Estimé entre 2004 et 2006 à 240 000 (ONUSIDA et OMS 2006), ce nombre se situerait à près de 327 600 en 2009, représentant près de 26 % du total des orphelins.

Outre les groupes à risque où elle se fait le plus ressentir, l'épidémie du VIH tend aussi à toucher la population active essentiellement constituée de jeunes. En 2009, les moins de 40 ans représentent 79 % du total des personnes infectées (Rapport EPP-Spectrum).

2.4 Aperçu de lutte contre le Sida au Cameroun

La réponse du Cameroun au VIH/Sida a été lancée en 1986 avec la création du CNLS et la mise en place du PNLS. À partir de cette date jusqu'en 2001, de nombreux plans ont été exécutés. Mais, ceux-ci n'ont pas connu le succès escompté. Car, de 1987 à 1998, la prévalence du VIH est passée de 0,5 % à 7,2 %, soit un peu plus de 14 fois son niveau de 1987. C'est donc face à ce constat que le Ministre de la Santé Publique crée le GTC/CNLS en 1999. Dès l'année 2000, le PSN 2000-2005, premier du genre est rédigé et mis en place. L'enquête EDS III, réalisée en 2004 a permis de faire la lumière sur l'ampleur de l'épidémie du Sida et les insuffisances du plan mis en œuvre. Au nombre des constats faits, on peut retenir entre autres : la protection et la promotion des droits des PVVIH et des OEV, le passage à l'échelle de la prévention, l'implication de tous les acteurs, la promotion de la recherche opérationnelle, l'amélioration des stratégies de communication. Pour tenter de venir à bout de ces multiples défis, le CNLS a élaboré le PSN 2006-2010, deuxième du genre. Ce plan ambitionne de réduire le nombre de nouvelles infections dans la population générale, tendre vers l'accès universel aux traitements et aux soins pour les

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

personnes vivant avec le VIH y compris les enfants, et de réduire l'impact global du VIH sur les orphelins et enfants vulnérables. Ce plan qui se veut une riposte à l'échelle nationale, s'étend sur six (06) principaux axes comme le présente l'encadré suivant :

2.5 Les changements dans les engagements nationaux

L'engagement de la plus haute autorité a été renouvelé lors de plusieurs discours politiques, notamment lors de son adresse à la jeunesse le 10/02/2010. Cet engagement est annuellement renouvelé lors des grandes campagnes telles que vacances sans sida en juillet 2009 mettant l'accent sur la vulnérabilité particulière des jeunes notamment face au VIH et sida.

L'engagement du gouvernement se concrétise par :

- la création de lignes budgétaires pour la prévention, le soutien aux orphelins et la prise en charge des cas au sein des secteurs tels que la défense, l'éducation, le travail, le tourisme...
- l'augmentation des contributions financières de l'Etat et l'affectation d'une partie des ressources PPTE à la prise en charge des personnes infectées et affectées par le VIH.
- La création et l'équipement chaque année de nouvelles unités de prise en charge des patients.

Les engagements nationaux en termes d'objectifs chiffrés pour l'accès universel à la prévention au soutien et traitement sont toujours exprimés et progressent positivement en terme de couverture des cibles par les différentes interventions.

La volonté politique du Gouvernement Camerounais de promouvoir l'égalité de sexes se lit aussi à travers la ratification de plusieurs instruments juridiques internationaux notamment :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;
- La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ;
- La Convention sur les Droits Politiques de la Femme ;
- Le Pacte International relatif aux Droits Economiques, sociaux et Culturels ;
- La convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (CDF).

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Il faut aussi relever l'implication de la 1^{ère} Dame du Cameroun dont l'engagement s'exprime à travers les nombreuses actions de plaidoyer, sensibilisation, prévention à l'endroit des femmes et des jeunes, à la prise en charge des cas et au développement de la recherche sur le VIH et Sida.

2.6 Les changements dans la mise en œuvre des programmes

Dans le cadre de l'Accès Universel aux traitements et soins, jusqu'en fin 2009, ce sont 5 899 personnels de santé qui ont été formés. Ce renforcement de capacités dans les différents domaines a permis de mettre à la disposition des structures sanitaires le personnel qualifié apte à assurer des services de qualité dans leur domaine de compétence. L'insuffisance de financement dû à l'arrivée à terme de plusieurs projets en 2009 (Round 3, Round 4, Projet Bi-Multi de l'UNICEF, MAP I), a eu un impact sur la mise en œuvre du PSN 2006-2010, notamment dans les domaines de la prévention, des soins à domicile, de prise en charge des OEV et l'implication de la société civile.

III. METHODOLOGIE UTILISEE POUR L'ETUDE REDES

L'estimation des flux des ressources et de dépenses de lutte contre le sida (REDES) s'est déroulée en deux phases : une phase préparatoire et une phase de mise en œuvre du REDES qui est subdivisée en quatre étapes qui sont la formation, la collecte des données, le traitement des données et l'analyse des données collectées.

La formation s'est tenue à Yaoundé du 17 au 18 mai 2010 dans la salle de Conférence de l'UNESCO et a connu la participation d'une dizaine de personnes provenant des structures clés dans la lutte contre le sida au Cameroun. L'objectif de la formation était de recycler les anciens membre du groupe d'experts nationaux et d'orienter les nouveaux sur l'outil REDES en vue de garantir la maîtrise du processus par les participants, la formation/recyclage a consisté en une phase théorique d'explication de la démarche méthodologique suivie des exercices pratiques visant à faire assimiler les outils de collecte et de traitement des données.

L'estimation des flux des ressources et de dépenses de lutte contre le sida au Cameroun pour 2009 s'est déroulée du 17 mai au 18 mai 2010 et 30 mai au 30 juillet 2010 en différentes étapes, de la formation à la collecte et traitement des données.

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

3.1. Collecte des données

Elle a été réalisée du 30 mai au 30 juin 2010 avec l'implication de toutes les régions du Cameroun. A la fin de la formation, il a été procédé à la réalisation de la cartographie de tous les intervenants par secteur (public, privé, société civile et partenaires), la conception de la stratégie de collecte des données et à la programmation des activités de collecte. Ceci a permis de faire identifier 160 partenaires pour la collecte. 151 ont effectivement fournies l'information et leur répartition est présentée ci-dessous :

Nature du Structure	Nombre Prévu	Nombre enquêté	Pourcentage
International	42	40	95.2
ONG International	6	6	100.0
ONG National	44	42	95.5
Privé-Entreprise	38	35	92.1
Public	30	28	93.3
Total Général	160	151	94.4

La collecte a consisté à la revue documentaire (rapports financiers, documents nationaux, etc.) pour faire le point sur les différents financements en matières d'IST/VIH/SIDA, l'envoi des outils de collecte par courriel aux partenaires identifiés, aux entretiens individuels avec les informateurs clés, au dépôt des outils avec explication et/ou démonstration pratique en remplissant directement le canevas avec les intervenants et au recueil d'informations pour la reconstitution des dépenses de ménages tant pour la prévention que pour la prise en charge (les estimations). Les données collectées sur les dépenses ménages ont été également prises en compte dans le cadre de l'estimation des contributions des ménages. Deux canevas de collecte ont été utilisés selon le statut et la fonction des structures ayant participé à l'étude :

- Un canevas pour les sources de financement et les agents de financement avec les objets de dépenses
- Un canevas pour les prestataires avec les objets de dépenses

Les canevas ont été accompagnés de la fiche de la classification NASA (pour faciliter le travail) et de la note explicative avec la liste complète et les contacts de l'équipe nationale REDES.

3.2 Traitement des données

Cette étape s'est déroulée du 3 au 17 juillet 2010. Le traitement des données a consisté à la reconstitution des flux financiers depuis la source de financement jusqu'à la population

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

bénéficiaire. Elle a été réalisée en deux étapes, d'abord dans un tableur EXCEL ensuite dans le logiciel RTS.

Le tableur EXCEL est un masque de saisie qui permet de décrire chacune des transactions effectuées. Il convient de noter qu'une transaction complète suppose la définition de la source de financement, de l'agent de financement, du prestataire, des interventions mises en œuvre, des populations bénéficiaires et des objets de dépense. Pour compléter le tableur, nous avons utilisé la classification NASA standardisée. L'entrée des données financières est précédée d'un contrôle de qualité portant sur l'identification et la vérification de chacune des étapes qui caractérise une transaction. Le tableur est conçu pour identifier les erreurs, les doubles comptages et valider les données.

Toutes les informations collectées ont été vérifiées et validées par l'équipe REDES avant de les introduire dans le logiciel RTS développé par l'ONUSIDA et qui permet d'obtenir des matrices à double entrée. Toutes les transactions effectuées ont exprimées en monnaie locale Francs CFA (XAF).

3.3 Analyse des données

L'analyse des données a été effectuée du 18 au 30 juillet 2010. Les tableaux et les graphiques, ont été générés à partir des matrices produites par le RTS. Par ailleurs, afin d'affiner les analyses, les ratios et les pourcentages ont été utilisés. Les résultats concernant le niveau de financement et de dépenses en VIH/SIDA, combinés avec l'information démographique, socio-économique et épidémiologique du pays, permettent de présenter des indicateurs de distribution de la dépense et des analyses comparatives avec d'autres pays.

Une rencontre de validation des résultats qui se tenue le 5 juillet 2010 a permis d'améliorer le travail et a connu la participation de bailleurs de fonds et les partenaires de mise en œuvre.

3.4. Pérennisation de la technologie

Dans la perspective de pérennisation de l'outil, l'équipe nationale multidisciplinaire REDES a mener la démarche de bout en bout depuis la préparation, la formation, la planification, la mise en œuvre jusqu'à la production des rapports. Durant la mise en œuvre pour 2009, l'équipe nationale s'est familiarisé et maîtrisé davantage les différents outils REDES ainsi que le logiciel RTS-

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

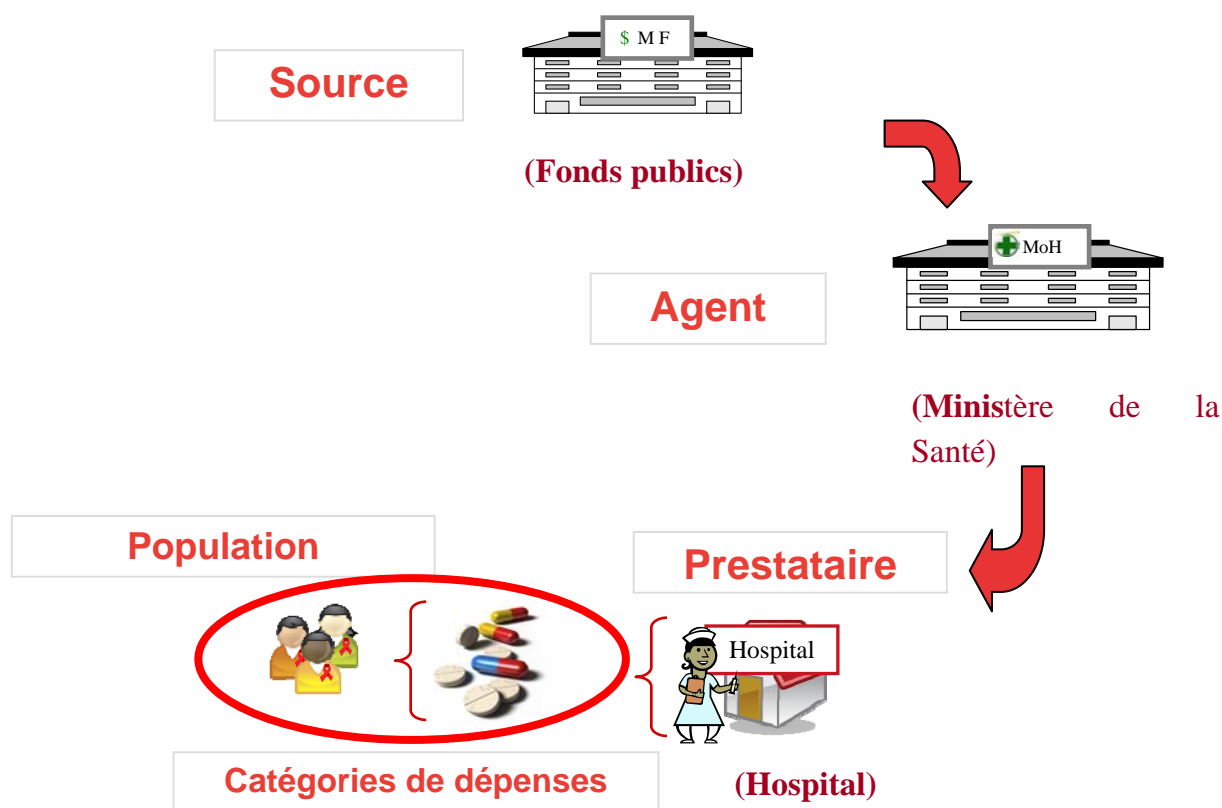
NASA. La conception, la mise en œuvre, la restitution et la présentation des résultats aux partenaires a été faite entièrement par l'équipe nationale.

3.5 Circuit de transaction et définitions de termes

3.5.1 Circuit de la transaction

Le circuit de transaction emprunté de la méthodologie REDES est illustré par la figure ci-après :

Figure 1: Circuit d'une transaction



Les fonds pour la lutte contre le SIDA proviennent d'une source de financement (public, international etc.). Ces fonds sont dirigés chez l'agent de financement (par exemple le ministère de la santé) ; celui-ci est l'ordonnateur des dépenses, il est chargé d'envoyer les fonds aux prestataires de services (par exemple les hôpitaux). Les prestataires de services sont chargés de l'exécution (réalisation) des fonds à travers des catégories de dépenses SIDA (prévention, traitement etc.) afin de fournir des services à des populations bénéficiaires (OEV, PVVIH, etc.).

3.5.2 Définitions des termes

Définitions des termes issus du REDES :

Sources de financement

Les sources de financement sont des entités qui fournissent des ressources au financement des agents financiers pour être mises en commun et distribuées. Elles peuvent provenir du public, du privé ou du reste du monde

L'analyse de ces sources dans le cadre de la réponse au VIH/SIDA permet de voir l'entité qui supporte le plus la lutte contre le fléau.

Agents financiers

Les Agents Financiers sont des entités qui reçoivent des ressources financières de différentes sources de financement et les transfèrent pour financer un programme ou pour payer des biens ou des services. Ils sont soit des secteurs public, privé ou international.

Prestataires

Ce sont toutes les entités qui se livrent à la production de biens, services ou activités en réponse au VIH/SIDA. Ils peuvent être du gouvernement, du privé et de l'étranger.

Catégories des dépenses

Les catégories de dépenses REDES ou interventions représentent les diverses activités menées sur le terrain par les Prestataires pour la lutte contre le VIH/SIDA. Il peut s'agir d'une activité de prévention, de soins, de gestion de programme, etc.

Population bénéficiaire

Le groupe cible ou population bénéficiaire représente le nombre réel de la population couverte par une intervention en contrepartie des ressources dépensées.

Facteurs de production (lignes budgétaires / objets de dépense)

L'objet de la dépense ou facteur de production représente le bien ou le service que les ressources ont servi à payer pour une intervention donnée.

3.5.3 Catégories

Les classifications dans leur ensemble sont destinées à couvrir de manière compréhensive et conséquente les catégories de dépenses SIDA. Les programmes et les lignes de budget ont été structurés suivant huit (8) classes en chapitre de dépenses ou catégories de dépenses de SIDA afin de percevoir de manière désagrégée l'apport de chaque activité dans la réponse nationale au VIH/SIDA.

1 Prévention

La prévention est définie comme un ensemble compréhensif d'activités ou de programmes destinés à réduire les risques liés au comportement. Son but est de réduire l'infection à VIH parmi la population et accroître la qualité et la sécurité dans l'offre de services de santé en termes de thérapie administrée exclusivement ou principalement aux malades du SIDA.

2 Soins et traitement

Soins et Traitement se réfère à toutes les dépenses, achats, transferts et investissements occasionnés par les services visant l'accès clinique et à domicile, aux activités de traitement et de soins pour les adultes et enfants infectés par le VIH.

3 Orphelins et enfants vulnérables

Tous les services destinés à améliorer les conditions de vie des orphelins et enfants vulnérables et les familles affectées par le VIH/SIDA.

4 Développement de Programme

Les dépenses de programme sont définies comme des dépenses occasionnées au niveau administratif en dehors des points de délivrance des soins de santé. Les dépenses de programme couvrent les services tels le management des programmes SIDA, le suivi évaluation (M&E), le plaidoyer et les facilités en terme de réhabilitation d'équipement de laboratoires.

5 Incitations au recrutement et à la rétention des ressources humaines

Les services de main d'œuvre à travers le recrutement, rétention, déploiement et l'exigence de qualité des travailleurs de la santé et autres managers par la performance en faveur de la lutte contre le VIH/SIDA. Ces dépenses sont destinées à garantir la disponibilité des ressources humaines en rapport avec ce qui est couramment disponible dans le secteur de la santé.

6 Dépenses en atténuation

Conventionnellement, la protection sociale se réfère aux fonctions du gouvernement en terme de provision d'avantages monétaires et non monétaires à des catégories de personnes dans le besoin, tels les malades, les personnes âgées, les altérés mentaux, les sans emplois, les exclus sociaux, et autres assimilés. La protection sociale prend en compte les services sociaux personnels et la sécurité sociale.

7 Développement communautaire et environnement favorable

La promotion et le soutien du développement d'un environnement VIH favorable à travers le plaidoyer et la communication stratégique, le respect des droits des PVVIH et autres personnes affectées, le développement institutionnel spécifique au SIDA, etc.

8 Recherches associées au VIH/SIDA.

3.6. Limites de l'estimation :

L'analyse REDES a des limites parmi lesquelles on peut citer entre autres :

- L'étude REDES analyse les ressources et dépenses de la période écoulée en termes de dépenses réellement effectuées. En conséquence, elle ne fait pas ressortir l'écart entre les ressources mises à disposition et les montants transférés ou investis ;
- De même, elle ne renseigne pas sur les contraintes liées à la mobilisation des ressources et les retards dans la mise à disposition des fonds alloués ;

IV. RESULTATS DE L'ESTIMATION DES FLUX DE RESSOURCES ET DEPENSES ALLOUEES A LA LUTTE CONTRE LE SIDA.

4.1. Structure générale des dépenses consacrées à la lutte contre le Sida

4.1.1 Sources de financement

Tableau 1: Sources de financement

Sources	Montant	Pourcentage
Fonds publics	865 523 700	2,50
Fonds privés	5 240 861 092	15,13
Fonds internationaux	28 530 525 154	82,37
Total	34 636 909 946	100,00

De manière globale, les dépenses réalisées en 2009 pour la lutte contre le Sida sont estimées à 36 636 909 946 FCFA. Ces ressources proviennent en majorité des organismes internationaux dont la contribution se situe à 82,37 % du montant global. La contribution gouvernementale pour sa part s'est établie à 2,5 %.

4.1.1.1 Sources Publiques et privées

La contribution financière du Gouvernement s'est située à 865 523 700 FCFA. Ces fonds proviennent exclusivement des recettes du Gouvernement Central.

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Tableau 2: Sources Privé

Fonds privés	Montant	Pourcentage
Institutions et entreprises à but lucratif	466 989 940	8.91
Fonds des ménages	4 453 409 552	84.97
Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	320 461 600	6.11
Total	5 240 861 092	100.00

S'agissant des fonds privés, les financements sont chiffrés 5 240 861 092 FCFA constitués en grande partie par les contributions des ménages (84,97 %) suivi par celle des entreprises à but lucratif (8,91 %).

4.1.1.2 Sources Internationales

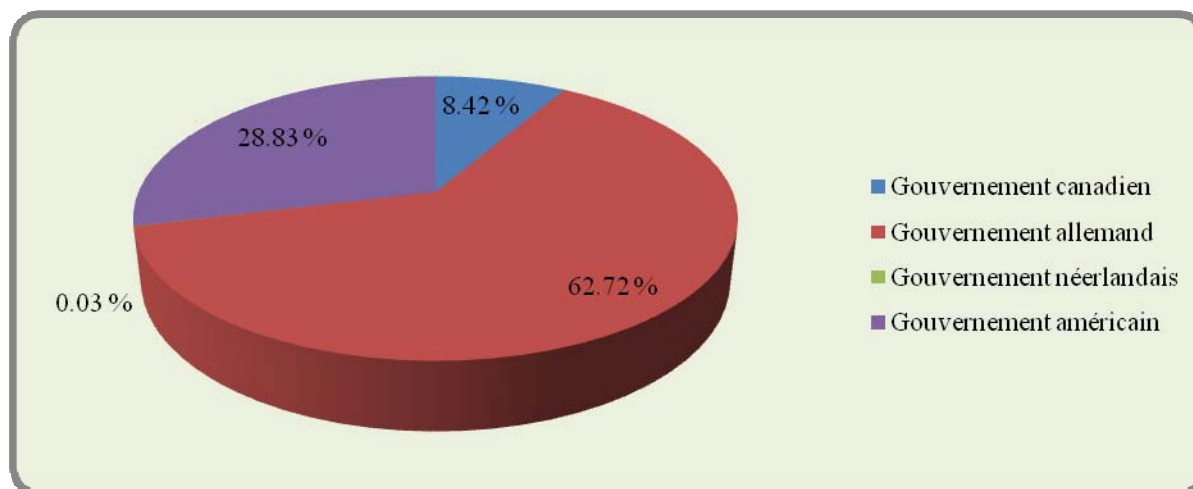
Tableau 3: Sources Internationales

Fonds internationaux	Montant	Pourcentage
Contributions bilatérales directes	3 561 988 318	12.48
Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	23 494 297 894	82.35
Organismes et fondations internationales à but non lucratif	1 474 238 942	5.17
Total	28 530 525 154	100.00

Les fonds provenant de sources internationales sont estimés à 28 530 525 154 FCFA. Ces fonds sont en majeure partie constitué par les contributions des Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées (82,35 %). Les contributions bilatérales directes représentent 12,48 % des ressources externes. Avec de 5,17 % les contributions des Organismes et fondations internationales à but non lucratif arrivent en dernière position.

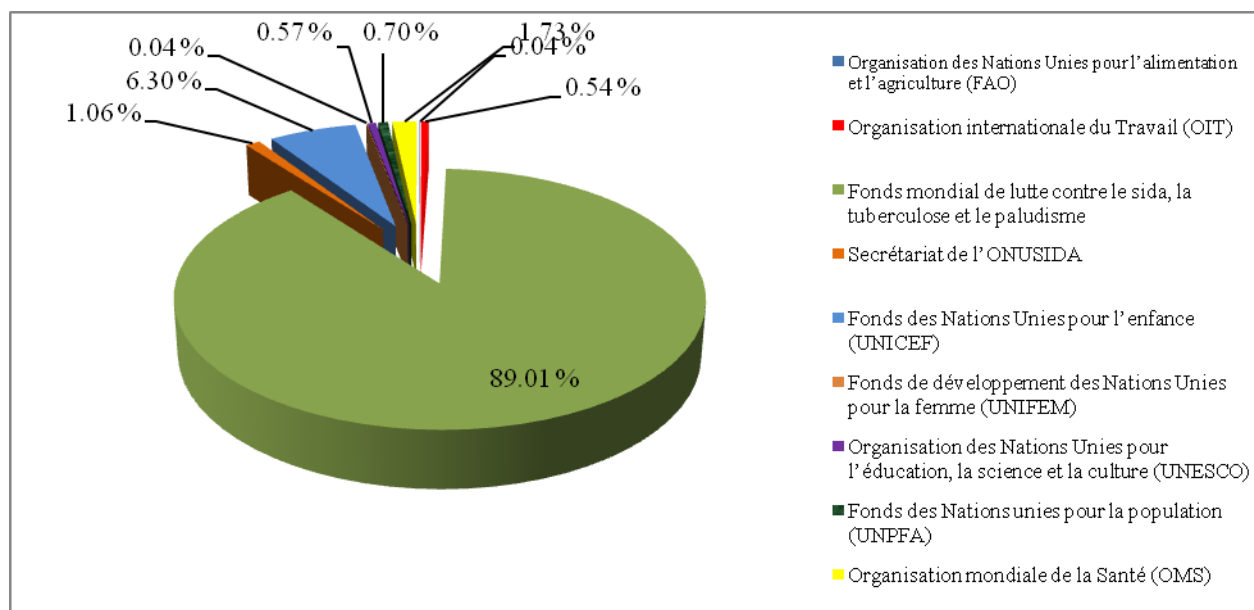
PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Figure 2: Contributions bilatérales directes



Les contributions bilatérales directes proviennent du Canada, de l'Allemagne, des Pays Bas et du Gouvernement américain. Elles se sont situées à 3 561 988 318 FCFA. La contribution la plus importante a été celle du Gouvernement allemand avec près de 62,72 % suivi du Gouvernement américain avec 28,83 % et en troisième position se trouve le gouvernement canadien avec 8,42%.

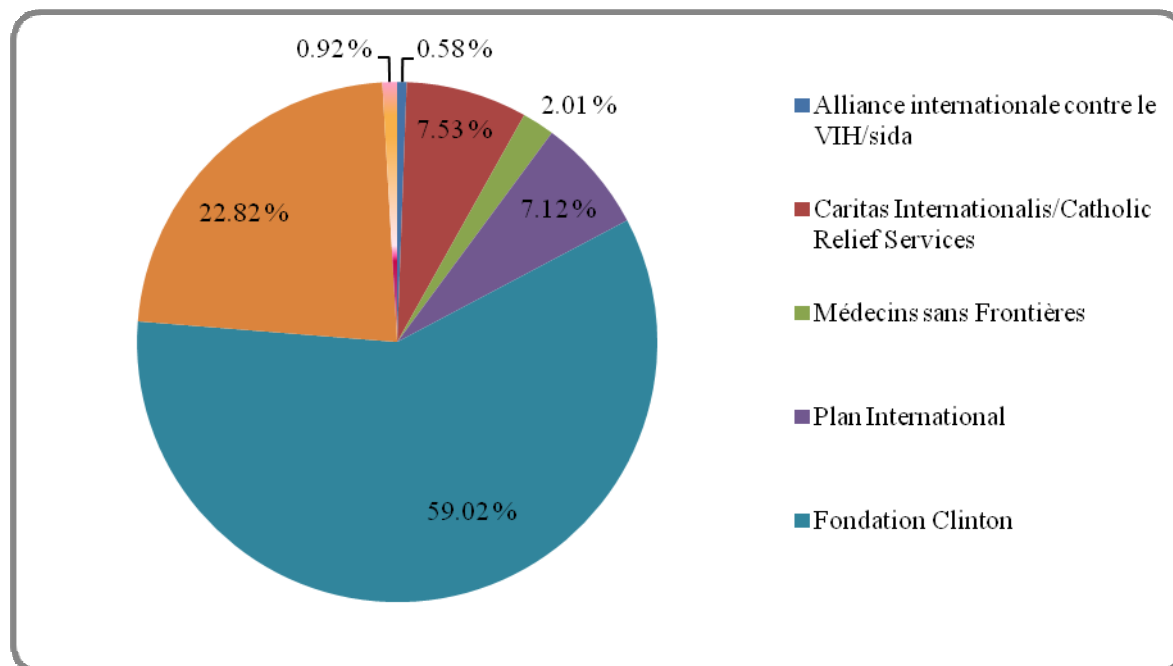
Figure 3: Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées



PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

La contribution des organismes multilatéraux a été de 23 494 297 894 FCFA. Ces fonds sont obtenus en majeure partie avec la large contribution du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la tuberculose et le Paludisme (89,01 %) et de celle l'UNICEF (6,30 %).

Figure 4: Organisations et fondations internationales à but non lucratif



Les Fonds reçues des organisations et fondations internationales à but non lucratif sont estimés à 1 474 238 942 FCFA. Cette contribution a été réalisée à plus de la moitié par la Fondation Clinton (59,02 %). La deuxième contribution provient de Catholic Relief Services et se situe à 7,53 %.

4.1.2 Agents de financement

Figure 5: Agents de financement

Ensemble	Montant	Pourcentage
Secteur Public	18 599 709 191	53.7
Secteur privé	6 665 325 333	19.2
Bureau des pays des organismes bilatéraux d'agent de financement	2 147 876 027	6.2

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES
DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA**

Organisme multilatéraux faisant office d'agents de financement	2 593 543 023	7.5
Organisations et Fondations internationales à but non lucratif	4 630 456 372	13.4
Total	34 636 909 946	100.0

En 2009, le secteur public a été le principal ordonnateur de dépenses dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique nationale de lutte contre le SIDA avec plus de la moitié des dépenses (53,7 %). Le secteur privé quant à lui a été le deuxième ordonnateur des fonds alloués à la lutte contre le VIH/SIDA pour cette même année (19,2%).

4.1.2.1. Agents Publics

Tableau 4: Agents Publics

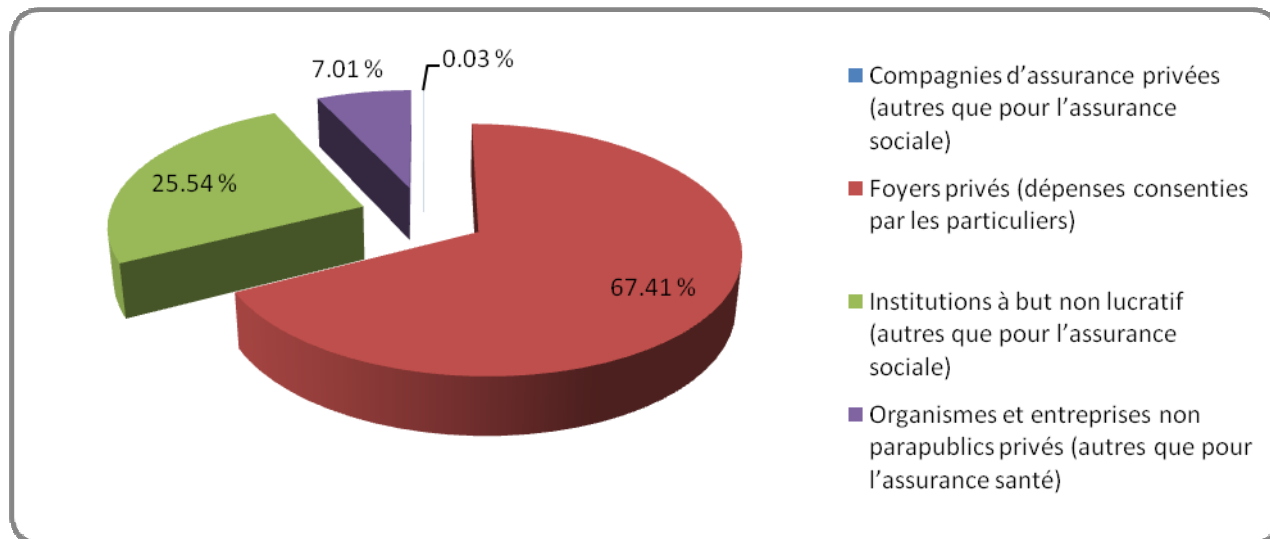
Secteur Public	Montant	Pourcentage
Ministère de l'Éducation (ou entité du même secteur)	14160000	0.08
Ministère de la Défense (ou entité du même secteur)	43000000	0.23
Ministère des Finances (ou entité du même secteur)	52360000	0.28
Autres ministères (ou entités du même secteur)	446200000	2.40
Organisme national de coordination de la lutte contre le sida	16369179308	88.01
Ministère de l'Éducation (ou entité du même secteur)	6800000	0.04
Autres ministères (ou entités du même secteur local)	38500000	0.21
Commission nationale de lutte contre le sida aux niveaux local/municipal	1629509883	8.76
Total général	18599709191	100.00

L'essentiel des décisions de dépenses du secteur public (88,01 %) ont été faites par le CNLS qui est l'organe national de coordination des activités de lutte contre le Sida.

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

4.1.2.2. Agents privés

Figure 6: Agents privés



Les décisions dépenses du secteur privé ont été pour la plupart effectuées par les ménages (67,41%) et les institutions à but non lucratif (autres que pour l'assurance sociale).

4.1.2.3. Agents Internationaux

Tableau 5: Agents Internationaux

Organismes acquéreurs internationaux	Montant	Pourcentage
Bureaux de pays des organismes bilatéraux administrant les ressources externes et faisant office d'agents de financement		
Gouvernement canadien	300000000	13.97
Gouvernement allemand	820000000	38.18
Gouvernement néerlandais	1000000	0.05
Gouvernement américain	1026876027	47.81
Total	2147876027	22.92
Organisme multilatéraux faisant office d'agents de financement		
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	10000000	0.39
Organisation internationale du Travail (OIT)	126587500	4.88
Secrétariat de l'ONUSIDA	248299313	9.57
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	1452266210	56.00
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	37900000	1.46
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	134837500	5.20
Fonds des Nations unies pour la population (UNPFA)	165402500	6.38
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	405750000	15.64
Autres entités multilatérales non classifiées ailleurs (n.c.a.)	12500000	0.48

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Total	2593543023	27.67
Organisations et Fondations internationales à but non lucratif		
Alliance internationale contre le VIH/sida	8549648	0.18
Care International	3179069380	68.66
Caritas International/Catholic Relief Services	111071054	2.40
Médecins sans Frontières	29688859	0.64
Plan International	105000000	2.27
Fondation Clinton	870071294	18.79
Autres organisations et fondations internationales à but non lucratif n.c.a.	327006137	7.06
Total	4630456372	49.41

Les décisions de dépenses dans les organismes internationaux ont été faites en majorité par les organisations et fondations internationales à but non lucratif, suivi des organismes bilatéraux, et des organismes multilatéraux.

S'agissant des organismes bilatéraux, le gouvernement américain, bien que n'ayant pas été la plus grande source de financement a été le principal ordonnateur des dépenses. Concernant les organismes multilatéraux, c'est l'UNICEF qui a effectué la majorité des dépenses. Quant aux Organisations et fondations à but non lucratif, l'essentiel des dépenses a été ordonné par Care International.

4.1.3 Prestataires de Services

Tableau 6: Prestataires de Services

Prestataire	Montant	Pourcentage
Secteur public	19 783 075 314	57,1
Secteur privé	11 518 090 469	33,3
Entités bilatérales et multilatérales – dans les bureaux du pays	2 549 776 427	7,4
Prestataires non classifiés ailleurs (n.c.a.)	785 967 736	2,3
Total	34 636 909 946	100

Les prestations dans le cadre de la lutte contre le Sida ont été réalisées pour l'essentiel par les secteurs publics (57,1%) et privé (33,3%). Les organes bilatéraux et multilatéraux ont fait pour leur part des prestations à hauteur de 7,4%.

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES
DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA**

4.1.3.1 Prestataires du Secteur Public

Tableau 7 : Prestataires du Secteur Public

Categories	Montant	Pourcentage
Organismes Gouvernementaux	17 633 808 005	89,1
Hôpitaux	14 410 008 896	72,8
Laboratoires et centres d'imagerie	574 616 452	2,9
Pharmacies et prestataires de produits médicaux	250 000 000	1,3
Education primaire	99 076 640	0,5
Organisme national de coordination de la lutte contre le sida	1 591 718 517	8,0
Départements relevant du Ministère de la Santé ou équivalent (y compris les PNLS)	298 347 500	1,5
Départements relevant du Ministère de l'Éducation ou équivalent	76 175 000	0,4
Départements relevant du Ministère de la Défense ou équivalent	17 000 000	0,1
Départements relevant du Ministère de la Justice ou équivalent	32 000 000	0,2
Entités non gouvernementales, non classifiées ailleurs	262 465 000	1,3
Organismes gouvernementaux, non classifiés ailleurs	22 400 000	0,1
Organismes parapublics	2 149 267 309	10,9
Hôpitaux	1 418 386 354	7,2
Laboratoires et centres d'imagerie	730 880 955	3,7
Total	19 783 075 314	100,0

Dans le secteur public, les prestations relatives à la lutte contre le Sida ont été principalement réalisées par les Organismes Gouvernementaux (89,1 %). Par ailleurs, les prestations y ont été essentiellement réalisées par les hôpitaux (72,8) suivi de loin par l'Organisme national de coordination de la lutte contre le sida (8 %). En outre, l'on note que s'agissant des Organismes parapublics, les hôpitaux restent toujours les principaux prestataires de services pour la lutte contre le SIDA.

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES
DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA**

4.1.3.2 Prestataires du Secteur Privé

Tableau 8: Prestataires du Secteur Privé

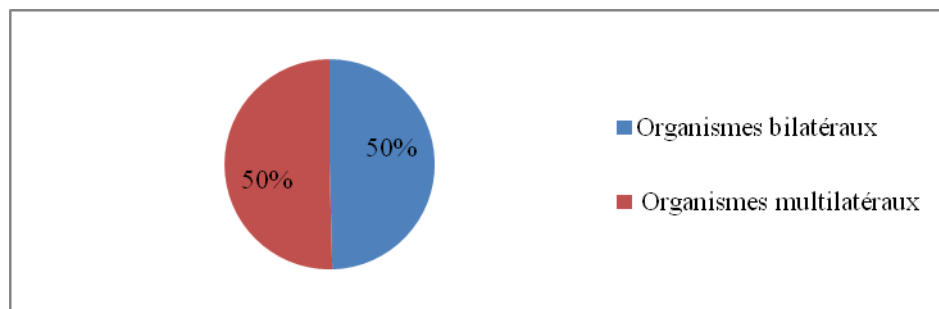
Catégories	Montant	Pourcentage
Prestataires du secteur privé à but non lucratif	10 581 912 797	91,9
Hôpitaux	626 651 716	5,4
Soins ambulatoires	6 800 000	0,1
Institutions de recherche	59 549 648	0,5
Autres prestataires à but non lucratif et de nature non confessionnelle, non classifiés ailleurs	797 812 524	6,9
Hôpitaux	2 000 000 000	17,4
Organisations de la société civile	6 954 296 732	60,4
Autres prestataires à but non lucratif intervenant au sein de structures de nature confessionnelle, non classifiés ailleurs	39 000 000	0,3
Autres prestataires du secteur privé à but non lucratif (n.c.a.)	97 802 177	0,8
Prestataires du secteur privé à but lucratif (y compris les organisations confessionnelles à but lucratif)	936 177 672	8,1
Education supérieure	7 360 000	0,1
"Sur le lieu de travail"	359 492 834	3,1
Autres prestataires du secteur privé à but lucratif, non classifiés ailleurs	244 200 000	2,1
Prestataires du secteur privé	325 124 838	2,8
Total	11 518 090 469	100

Dans le secteur privé, les prestations relatives à la lutte contre le Sida ont été essentiellement exécutées par les Prestataires à but non lucratif (91,9 %). Par ailleurs, dans cette catégorie, les Organisations de la société civile et les hôpitaux (17,4 %) sont les principaux prestataires de services. En ce qui concerne les prestataires du secteur privé à but lucratif, les principales réalisations sont faites par les acteurs exerçant sur les lieux de travail.

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

4.1.3.3 Entités bilatérales et multilatérales dans les bureaux de pays

Figure 7: Entités bilatérales et multilatérales dans les bureaux de pays



Les prestations offertes par les organismes internationaux ont été réalisées en moitié par les organismes bilatéraux. Les organismes multilatéraux pour leur part y ont contribué pour 50 %.

4.1.4 Situation globale des dépenses par intervention

Tableau 9: Situation globale des dépenses par intervention

Intervention	Montant	Pourcentage
Prévention	9 646 146 571	27.85
Soins et traitement	16 320 894 548	47.12
Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	1 836 086 122	5.30
Gestion et administration de programme	5 132 934 413	14.82
Ressources humaines	1 052 405 444	3.04
Protection sociale et services sociaux	390 625 000	1.13
Environnement favorable	13 300 000	0.04
Recherche liée au VIH (à l'exception de la recherche opérationnelle)	244 517 848	0.71
Total	34 636 909 946	100.00

De manière générale, les dépenses réalisées dans le cadre de la lutte contre le Sida ont principalement concerné les soins et le traitement à 47.12 %, suivi de la prévention pour 27,85%. Les activités en faveur des OEV ont représentés 5,3% de la dépense totale et les dépenses de fonctionnement ont été effectuées à hauteur de 14,82%.

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

4.1.5 Structure détaillée des dépenses consacrées à la lutte contre le VIH/SIDA et les IST

4.1.5.1 Structure de la dépense dans le cadre de la prévention

Tableau 10: Structure de la dépense dans le cadre de la prévention

Prévention	Montant	Pourcentage
Communication sanitaire pour le changement social et comportemental	602202877	6.24
Mobilisation communautaire	980753446	10.17
Conseil et test volontaires (CTV)	279643380	2.90
Prévention et traitement des IST dans le cadre des programmes destinés aux groupes de population rendus vulnérables mais demeurant accessibles	39967672	0.41
Prévention – jeunes gens scolarisés	589451912	6.11
Prévention – jeunes gens non scolarisés	450276912	4.67
Prévention de la transmission du VIH parmi les PVV, données non ventilées par type d'activité	368272910	3.82
Prévention et traitement des IST destinés aux consommateurs de drogues injectables (CDI)	1504566	0.02
CTV dans le cadre des programmes engagés sur le lieu de travail	690748000	7.16
Marketing social du préservatif	2858891492	29.64
Mise à disposition de préservatifs féminins dans les secteurs public et commercial	1000000	0.01
Prévention, diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles (IST)	1425282054	14.78
Prévention de la transmission mère-enfant (PTME)	982334323	10.18
Sécurité transfusionnelle	375817027	3.90
Total	9646146571	100.00

La dépense effectuée dans le cadre de la prévention en 2009 est chiffrée à 9 646 146 571 FCFA. Cette dépense a principalement été réalisée dans le cadre du marketing social du préservatif. (24,64%), suivi de Prévention, diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles (IST) (14,78%), Prévention de la transmission mère-enfant (PTME) (10,18%), la mobilisation communautaire.

4.1.5.1 Structure de la dépense dans le cadre des soins et traitement

Figure 8: Structure de la dépense dans le cadre des soins et traitement

Soins et traitements (soins ambulatoires)	Montant	Pourcentage
Prophylaxie ambulatoire des infections opportunistes	1140520875	6.99
Thérapie antirétrovirale de première intention – adultes	12299057006	75.36
Thérapie antirétrovirale de deuxième intention – adultes	1665678449	10.21
Polychimiothérapie antirétrovirale destinée aux adultes, données non ventilées par intention	26458250	0.16
Traitement antirétroviral de première intention – enfants	565893197	3.47
Traitement antirétroviral de deuxième intention – enfants	62877022	0.39

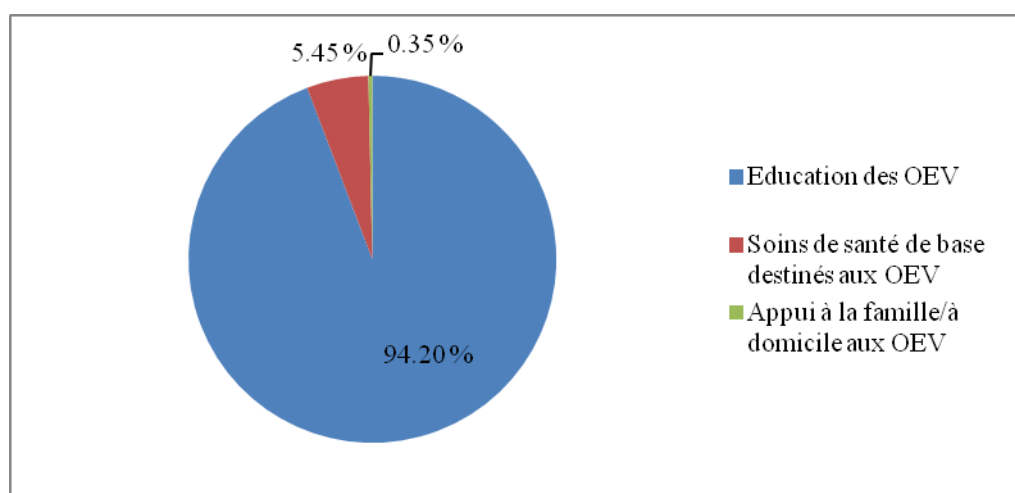
PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Thérapie antirétrovirale, données non ventilées soit par âge soit par intention	37655799	0.23
Suivi en laboratoire spécifique au VIH	447403950	2.74
Traitement et services d'accompagnement psychologique	75350000	0.46
Total	16320894548	100

Les soins et traitement ont constitué la première orientation des dépenses et l'essentiel de ces dépenses a été alloué à la Thérapie antirétrovirale de première intention – adultes (75,36%) dans le cadre des soins ambulatoires.

4.2.1.3. Structure de la dépense en faveur des OEV

Figure 9: Structure de la dépense en faveur des OEV

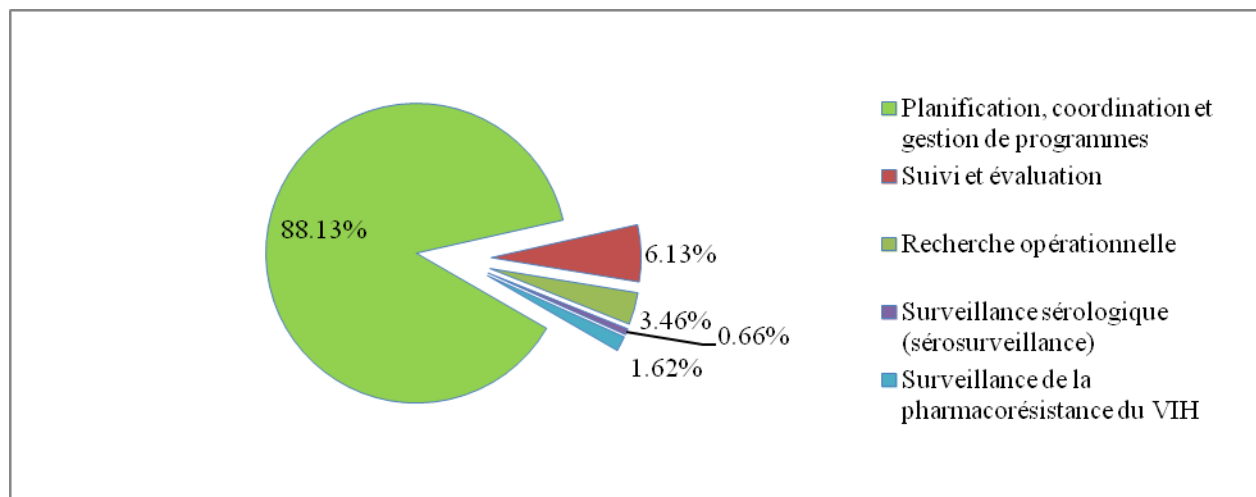


La dépense en faveur des OEV a été principalement effectuée dans le cadre de l'éducation (94,20%), les soins de santé de bases et l'appui aux familles représentant le reste.

4.2.1.4. Structure de la dépense de gestion et d'administration des programmes

Figure 10: Structure de la dépense de gestion et d'administration des programmes

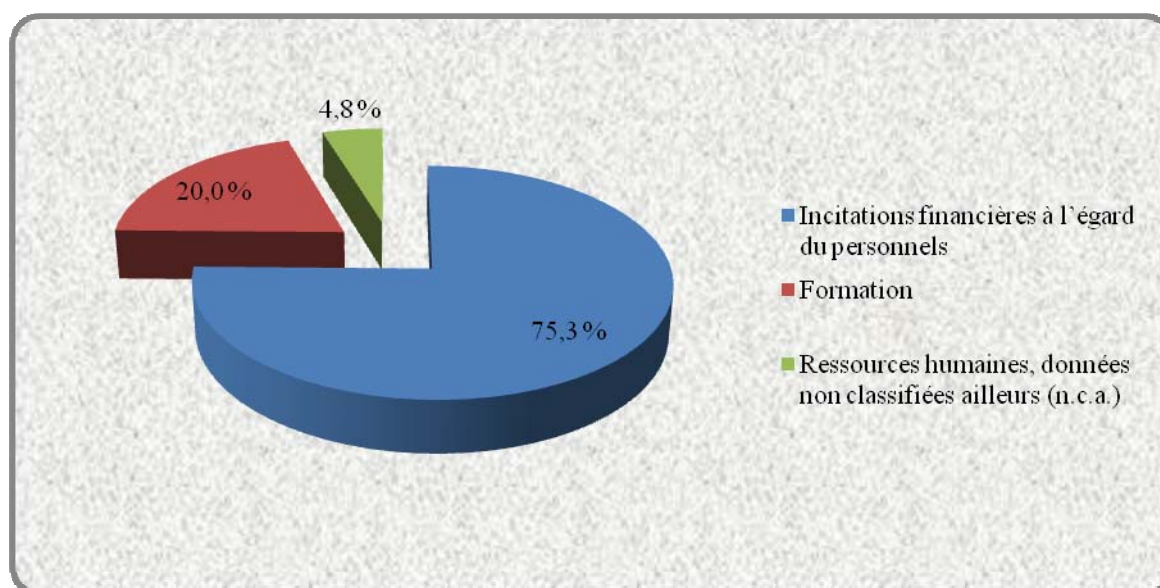
PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA



La dépense de gestion et d'administration a concerné principalement la planification, la coordination et la gestion des programmes. On note une très faible implication pour les activités de recherche opérationnelle, de surveillance sérologique et de surveillance de la pharmacorésistance.

4.2.1.5. Structure de la dépense en faveur des ressources humaines

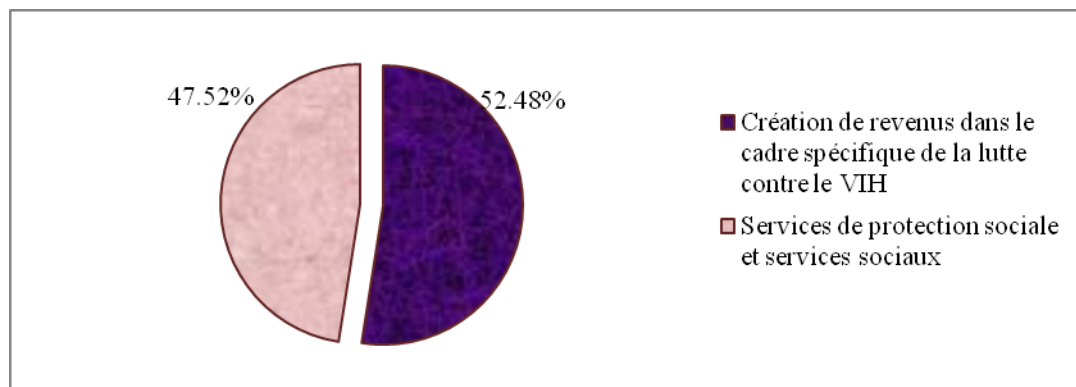
Figure 11: Structure de la dépense en faveur des ressources humaines



La dépense en faveur des gestions et ressources humaines a concerné à 75,27% les incitations financières à l'égard du personnel. La formation du personnel a quant à elle représenté 19,97 % des dépenses en faveur des ressources humaines.

4.2.1.6. Dépense en fonction de la Protection Sociale et services sociaux

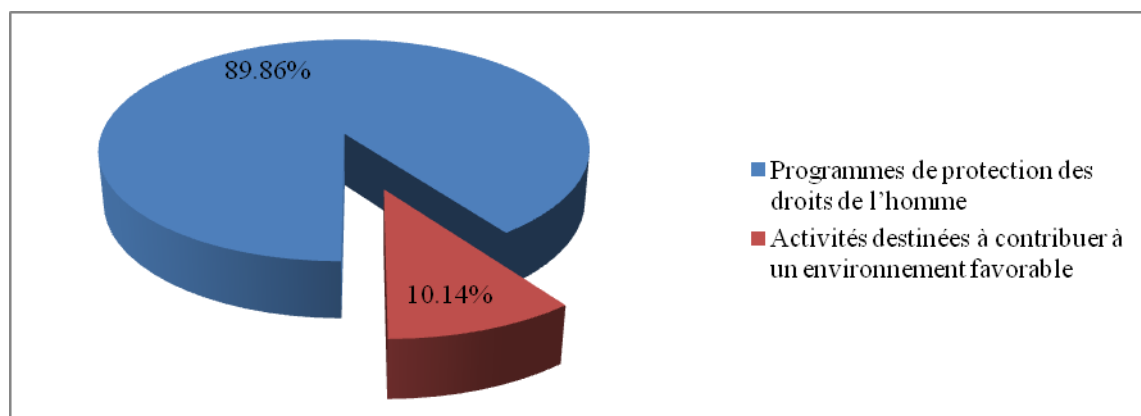
Figure 12: Dépense en fonction de la Protection Sociale et services sociaux



Les activités de protection sociale ont été orientées à plus de la moitié vers la création des revenus dans le cadre spécifique de la lutte contre le VIH (52,48 %). Les services de protection sociale ont mobilisé le reste.

4.2.1.9 Dépense en fonction du programme de protection des droits de l'homme

Figure 13: Dépense en fonction du programme de protection des droits de l'homme

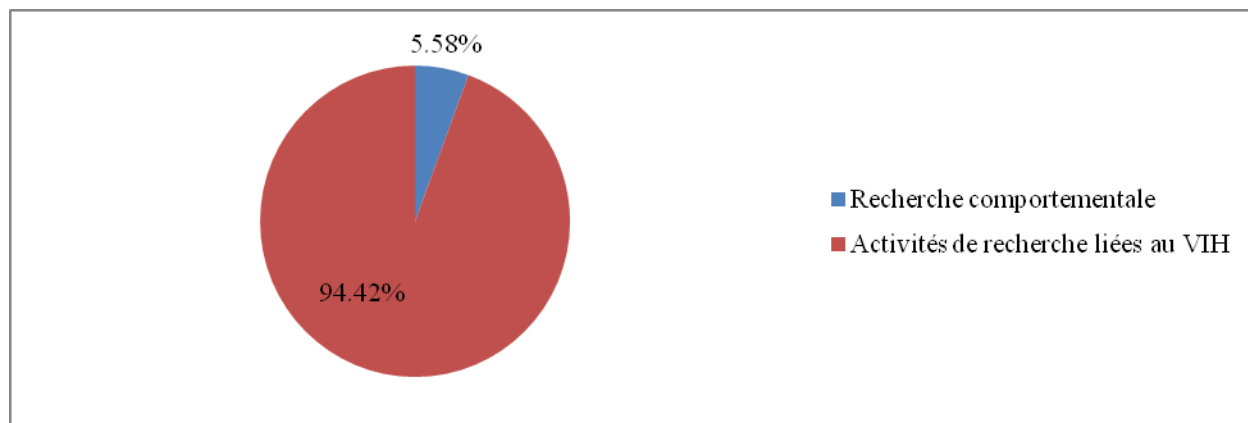


Les activités de promotion des droits de l'homme qui ont été financées ont concernées les programmes de protection de droit de l'homme (89,86 %) et les activités destinées à contribuer à un environnement favorable (10,14 %).

4.2.1.10. Dépense en fonction de la recherche

Figure 14: Dépense en fonction de la recherche

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA



Les activités de recherches qui ont été financées ont concernés à 94,42% diverses activités de recherche liées au VIH autre que la recherche comportementale. La recherche comportementale quant à elle représente a mobilisé 5,58% des dépenses de recherche.

4.2.2. Structure des dépenses par groupe cible

Tableau 11: Structure des dépenses par groupe

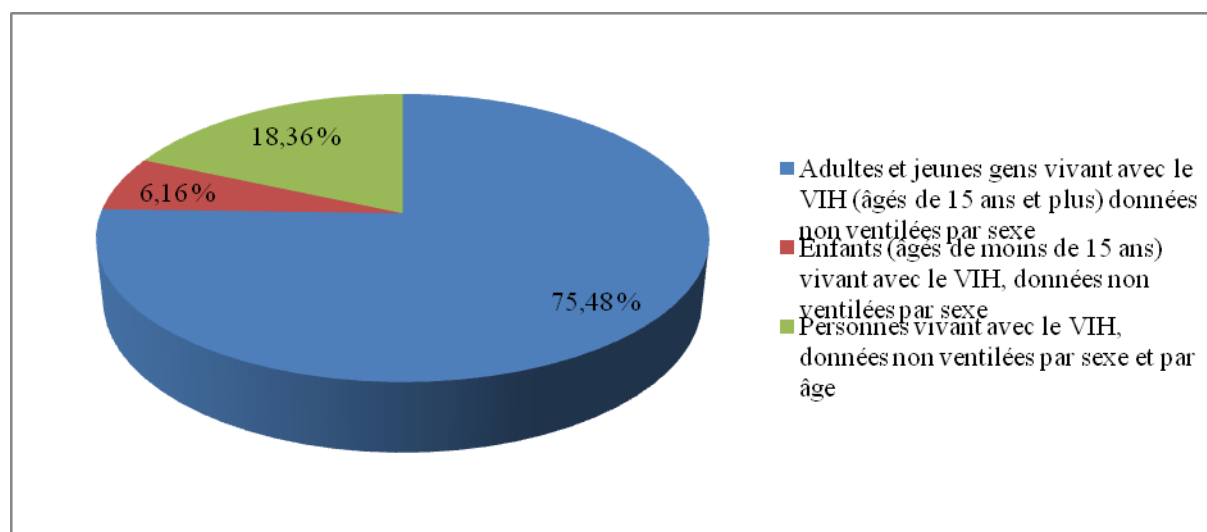
Publics Cibles	Montant	pourcentage
Personnes vivant avec le VIH (indépendamment du diagnostic médical/clinique concernant le sida)	16 819 541 050	48.56
Autres groupes de population clés	3 255 328 130	9.40
Initiatives non ciblées	6 138 189 505	17.72
Groupe de populations spécifiques accessibles	2 614 239 572	7.54
Ensemble de la population	5 809 611 689	16.77
Total	34 636 909 946	100

La dépense effectuée en 2009 dans le cadre de la lutte contre le Sida a bénéficié prioritairement aux PVVIH, suivi des initiatives d'intérêt général (17,72 %). Les parts de la dépense en direction des populations spécifiques accessibles ont été relativement faibles. On a néanmoins relevé un effort net en faveur de certains groupes de populations clés avec 9,4% de la dépense totale.

4.2.2.1. Cas des dépenses consacrées aux personnes vivant avec le VIH/SIDA

Figure 15: Cas des dépenses consacrées aux personnes vivant avec le VIH/SIDA

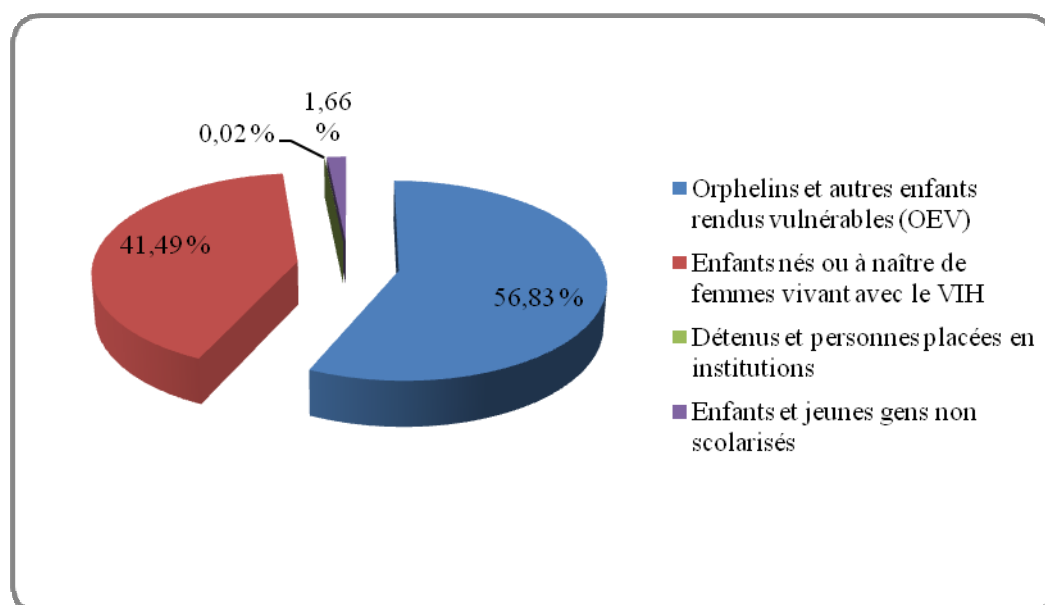
PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA



La dépense effectuée en faveur des PVVIH est estimée à 16 819 541 050 FCFA. Plus du quart de ces dépenses (75,48 %) ont été effectuées pour les adultes et jeunes gens âgés de 15 ans et plus vivant avec le VIH/SIDA. Seulement 6,16 % ont été consacrées aux enfants de moins de 15 ans.

4.2.2.2. Cas des dépenses consacrées aux autres groupes de populations clés

Figure 16: Cas des dépenses consacrées aux autres groupes vulnérables



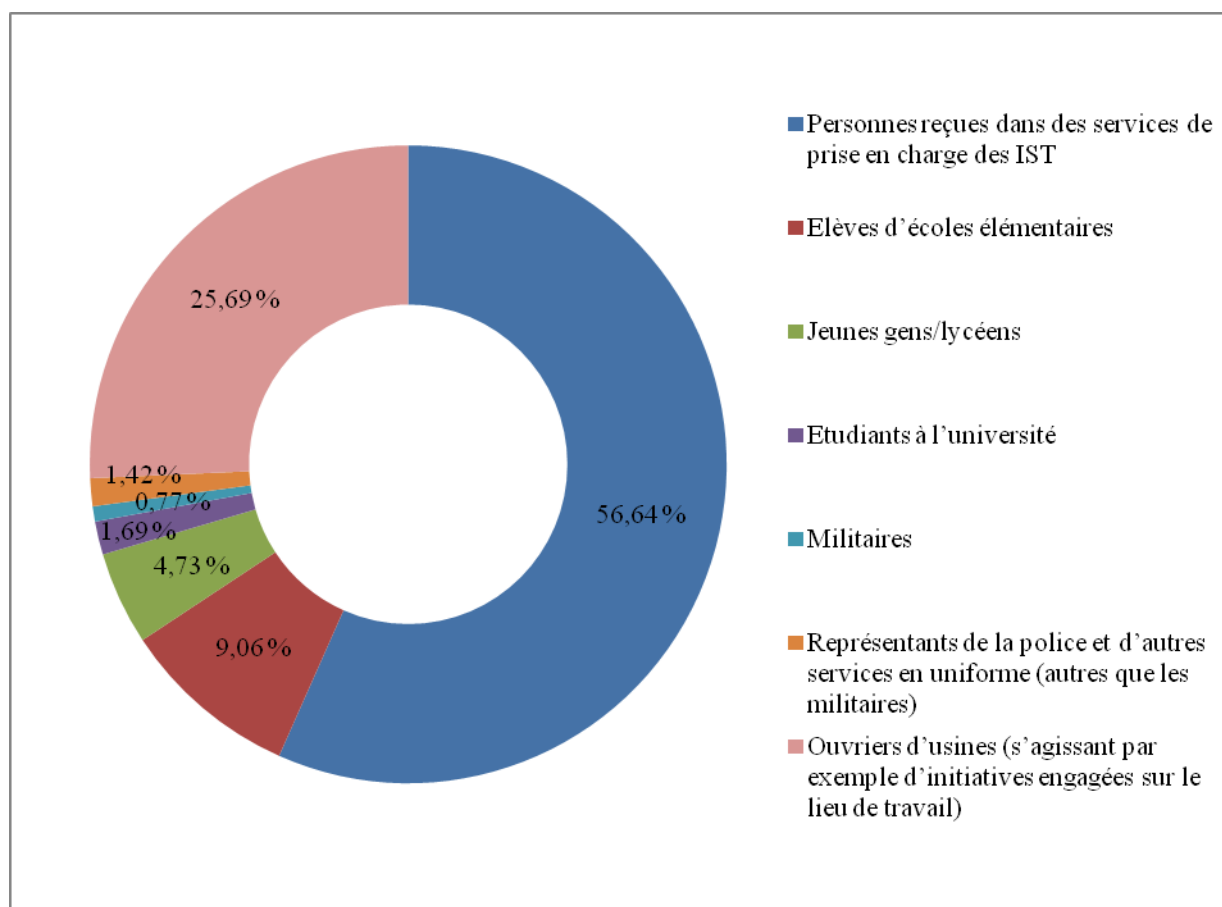
La dépense effectuée pour le compte des autres groupes de populations clés s'élève à 3 255 328 130 FCFA. Cette contribution qui représente un peu moins de 10% de l'ensemble de la

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

dépense place en pôle position les activités en faveur des OEV avec 56,83 % des ressources. Celles dépensées à l'attention des enfants nés ou à naître de femmes vivant avec le VIH représentent 41,49% des ressources consacrées aux autres groupes de populations clés.

4.2.2.4. Cas des dépenses consacrées aux groupe de la population spécifiques et accessibles

Figure 17: Cas des dépenses consacrées aux groupes de la population spécifiques et accessibles

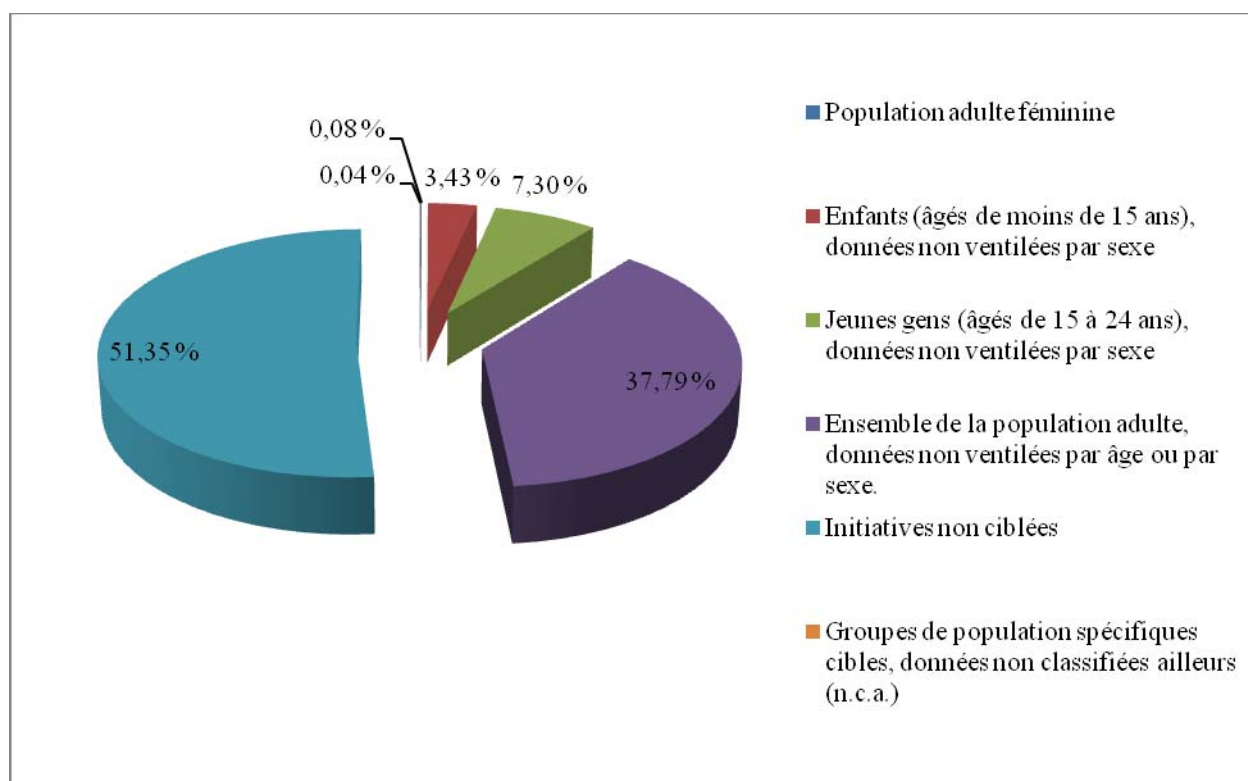


PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

La dépense réalisée pour la lutte contre le Sida au sein des groupes accessibles s'est élevée à 2 614 239 572 FCFA représentant 7,54% de l'ensemble de la dépense consacrée à la lutte. Cette dépense a été orientée principalement vers les personnes reçues de prise en charge des IST (56,64 %), les initiatives en faveur des ouvriers d'usines ont représenté un peu plus du quart des dépenses consacrées aux groupes de la population spécifiques et accessibles. Les interventions en faveur des jeunes gens ou lycéens ne représentent que 4,73 %, tandis que l'on note une implication moins forte en faveur des Étudiants et des militaires qui sont des groupes particulièrement exposés au VIH/Sida.

4.2.2.4. Cas des dépenses consacrées à la population générale

Figure 18: Cas des dépenses consacrées à la population générale



La dépense consacrée aux activités d'intérêt général a représenté 16,77% de la dépense totale. Plus de la moitié de cette dépense a été faite pour des interventions non ciblées (51,35 %) et 7,3% des dépenses ont été consacrées aux jeunes (15-24 ans).

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

4.2.3. Dépense par objet de la dépense

Tableau 12: Dépense par objet de la dépense

Objets de dépenses	Montant	Pourcentage
Dépenses courantes	33982003479	98,11
Dépenses en capital	643911455	1,86
Facteurs de production, données non ventilées par type	10000000	0,03
Total	34635914934	100,00

Les dépenses réalisées dans le cadre de la lutte contre le Sida ont concernées principalement les dépenses courantes qui représentent 98,1 % des dépenses totales. Les dépenses en capital n'ont représentées que 1,86 % des ressources investies dans la lutte.

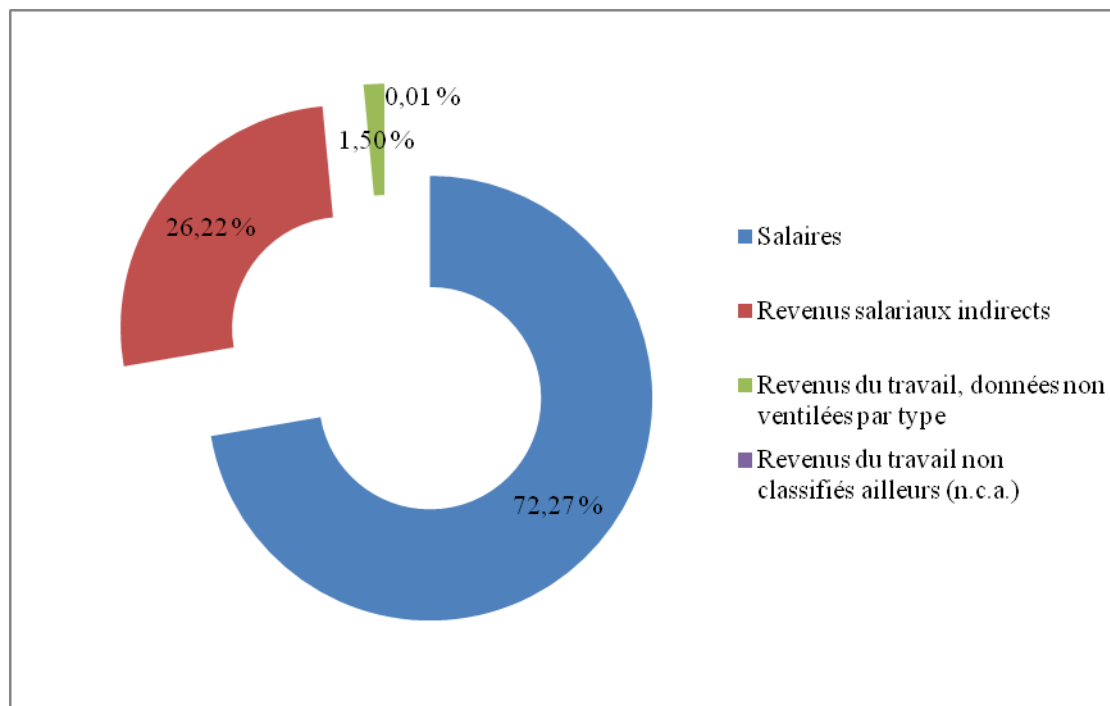
4.2.3.1 Dépense courantes par objet de la dépense

Dépenses courantes	Montant	Pourcentage
Revenus de travail	4348950537	12,80
Matériels	22998657146	67,68
Services	6546270796	19,26
Autres dépenses courantes	88125000	0,26
Total	33982003479	100,00

Les dépenses courantes qui représentent la principale orientation des dépenses ont concernées pour plus de la moitié (67,68 %) l'acquisition des matériels. Les services occupent le second rang et les revenus du travail le troisième rang.

Revenus du travail

Figure 19: Revenus du travail

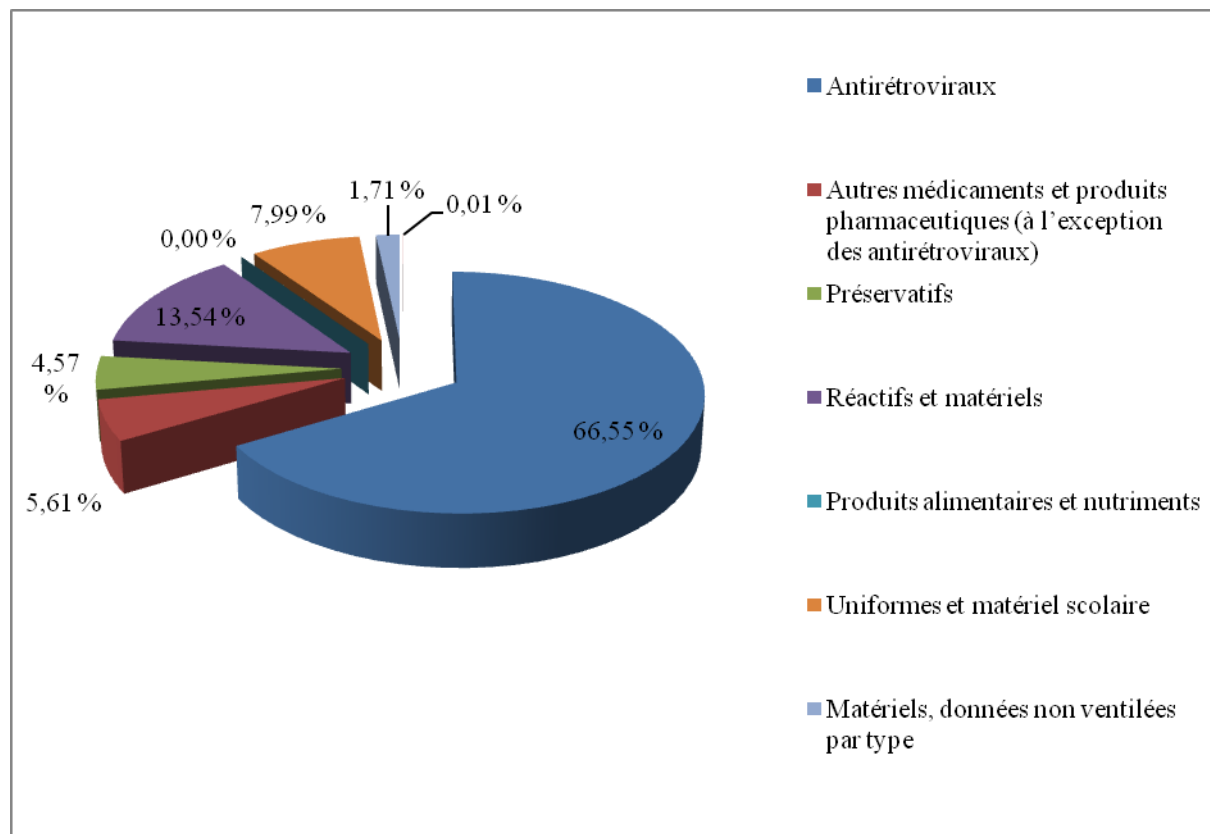


Les revenus de travail ont principalement concerné les salaires (72,27 %). Les revenus salariaux indirects occupent le second rang des dépenses de revenus du travail.

Fournitures et services

Figure 20: Matériels

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA



Les antirétroviraux ont absorbé plus de la moitié des dépenses allouées au matériels dans le cadre de la lutte en 2009 (66,55 %). On relève en outre que les dépenses en réactifs et matériels, uniformes et matériels scolaires et autres médicaments et produits pharmaceutiques autre que les ARV ne sont pas en reste.

4.2.3.1.2 Fournitures et services

Figure 21: Services

Services	Montant	Pourcentage
Services administratifs	1 708 322 005	26,10
Maintenance et services de réparation	2 000 000	0,03
Services liés à la publication, à la production cinématographique, à la radiodiffusion, et à l'élaboration de programmes	1 202 116 826	18,36
Services de consultants	307 052 064	4,69
Services de transport et de déplacement	1 640 410 124	25,06
Services d'hébergement	1 100 000	0,02
Services logistiques liés à des manifestations, s'agissant y compris de services de restauration	163 605 130	2,50
Services d'intermédiation financière	662 000	0,01
Services, données non ventilées par type	1 461 945 470	22,33
Services non classifiés ailleurs (n.c.a.)	59 057 177	0,90

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Total	6 546 270 796	100,00
--------------	---------------	--------

Parmi les services principalement offerts figurent en pôles positons : les services administratifs, les services de transport et de déplacement, et liés à la publication, la production cinématographique, à la radiodiffusion et à l'élaboration des programmes.

V. FORCES, DIFFICULTES ET PERSPECTIVES

5.1. Forces

L'équipe de travail a pu noter :

- Engagement de l'autorité nationale de coordination de la lutte contre le SIDA ;
- Disponibilité de la logistique essentielle ;
- Renforcement des capacités une fois de plus de l'Equipe Nationale et maîtrise de l'outil REDES ;
- Appui technique et financier de l'ONUSIDA
- Implication de l'Equipe pays/ONUSIDA à toutes les étapes du processus ;
- Participation de la majorité des acteurs nationaux (public, privé et société civile) et internationaux ;
- Dynamisme et bonne collaboration au sein de l'Equipe REDES ;
- Actualisation de la base de données des acteurs.

5.2. Difficultés:

Sur ce point les éléments suivants ont été observés :

- Lenteur dans la transmission des données ;
- Certaines données non désagrégées par interventions, objet de dépenses et par bénéficiaires ;
- Insuffisance dans la collaboration et dans la participation de certains partenaires dans la phase de la collecte;

- Non disponibilité de certains membres de l'Equipe Nationale REDES à cause de leurs multiples activités ;
- Insuffisance des données réelles, REDES en donne une estimation : cas des ressources humaines ;
- Impossibilité de mettre les salaires des fonctionnaires selon la méthodologie de REDES
Insuffisance de statistiques sur la consommation réelle des médicaments, réactifs et autres produits connexes relative au prise en charges des IST du à un faible taux de couverture.

5.3. Perspectives

En termes de perspectives, il est à souligner :

- L'élargissement et le renforcement des capacités de l'Equipe Nationale REDES aux responsables des régions de suivi et évaluation ;
- La formation des acteurs à la maîtrise de l'outil de collecte REDES ;
- Le renforcement de l'intégration de l'outil REDES dans les activités de suivi évaluation des partenaires;
- Rédaction et dissémination du rapport REDES, au plus tard le 31 juin de chaque année.

RECOMMANDATIONS

Au regard des résultats de cette troisième exercice d'estimation des ressources et dépenses de lutte contre le SIDA et des difficultés inhérentes à l'exécution de l'étude, des recommandations ont été formulées en vue de l'aide à la décision dans la réponse nationale et de l'amélioration des résultats des exercices à venir.

Les recommandations aux décideurs du CNLS et à l'équipe d'élaboration REDES portent sur la politique de santé et le processus d'élaboration de REDES :

Au niveau de la politique de la réponse nationale :

- ✓ Extension de la mise en œuvre du REDES dans les 10 régions du Cameroun ;
- ✓ Allocation de ressources pour la réalisation de REDES dans la programmation du budget national ;
- ✓ Amélioration de l'organisation pratique de l'étude REDES ;
- ✓ Amélioration du suivi de la consommation des médicaments, réactifs et autres produits connexes ;
- ✓ Mise en place d'un cadre de collaboration et de transmission des données par les partenaires nationaux et internationaux.

Au niveau du processus d'élaboration :

- ✓ sensibiliser et développer le plaidoyer auprès des structures techniques détentrices des données pour rendre disponible les rapports (données) à temps ;
- ✓ sensibiliser les fournisseurs de données.

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES
DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA**

ANNEXES

Annexe 1 : Méthodes d'estimations des dépenses des ménages en 2009

Rubrique	Source des données	Quantité	Prix Unitaire	Total
Condom masculin	Rapport annuel 2009	24,656,075	100	2,465,607,500
Condom Féminin	Rapport annuel 2009	382,276	100	38,227,600
Among youth magazine	Rapport annuel 2009	40,500	100	4,050,000
Entre nous jeunes	Rapport annuel 2009	65,500	100	6,550,000
Magasine juniors	Rapport annuel 2009	240,000	100	24,000,000
100% jeunes	Rapport annuel 2009	735,780	100	73,578,000
SUIVI BIO	Rapport annuel 2009	40,610	3000	121,830,000
Bilan pretherapeutique	Rapport annuel 2009	37,129	2000	74,258,000
Test de VIH	Rapport d'évaluation du PNS	158,549	500	79,274,500
Charge viral	Rapport annuel 2009	4,494	6000	26,964,000
Transport pour se rendre au CTA/UPEC	Rapport annuel 2009	68,094	12000	633,390,000
Montant payé par PVVIH sur ARV pour fctmt	Rapport annuel 2009	68,094	12000	633,390,000
Syphilis	Rapport annuel 2009	15,368	4500	69,157,193
Gonococcie	Rapport annuel 2009	16,817	2850	47,928,806
Trichomonase	Rapport annuel 2009	13,298	4500	59,843,093
Clamidia	Rapport annuel 2009	4,140	7000	28,977,200
chancre mou	Rapport annuel 2009	2,122	6900	14,638,661
Transport pour se rendre à FS pour IST		51,745	1000	51,745,000
Total				4,401,664,552

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

ANNEXE 2 : Outils de collecte

Formulaires utilisés pour la collecte d'informations

Année d'estimation et de suivi des ressources:

Cocher la ou les case(s) appropriée(s)

<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>

Votre organisation transfère des fonds à d'autres organisations

Votre organisation transforme des fonds en biens ou services

Il faut remplir un formulaire pour chaque année

L'usage de cette information est strictement confidentiel et la responsabilité éthique et administrative est assurée par l'équipe REDES

Nom de l'institution:

Acronyme de l'Institution:

Le statut juridique de l'organisme

Marque un X les cases qui correspondent

Institution	Publique	Privé/société civile	Bilatéral	Multilatéral
National				
International				

Personne ayant fourni les données

Nom:

Prénom:

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Total	0	0	0	0	0	0	0

Montant inscrit sur la feuille (1)

0

0

0

0

0

0

(*) Pour voir la classification des objets de la dépense, se référer au Formulaire Annexe

Prestataires

Ce formulaire doit être rempli par les prestataires. La source des fonds reçus et la population bénéficiaire doivent être identifiées

Prestataire, et l'identification de l'agent de financement

Activités - Utiliser une ligne pour chaque activité (*)	Agent de financement - provenance des fonds	Montant	Population
TOTAL		0	

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Annexe3 : REDES matrices

Interventions/Sources	Fonds publics	Total Fonds privés	Total Fonds internationaux	Total Général
Prévention				
Communication pour le changement social et comportemental	255 174 000	280 461 600	10 000 000	545 635 600
Mobilisation communautaire	4 500 000	-	976 253 446	980 753 446
Conseil et test volontaires (CTV)	175 672 900	79 274 500	24 695 980	279 643 380
Programmes de réduction des risques destinés aux groupes de population rendus vulnérables mais demeurant accessibles	-	-	40 513 447	40 513 447
Prévention – jeunes gens scolarisés	3 000 000	54 089 000	532 362 912	589 451 912
Prévention – jeunes gens non scolarisés	-	54 089 000	396 187 912	450 276 912
Prévention de la transmission du VIH parmi les personnes vivant avec le VIH (PVV)	-	-	424 294 412	424 294 412
Programmes de réduction des risques destinés aux consommateurs de drogues injectables (CDI)	-	-	1 504 566	1 504 566
Programmes de prévention sur le lieu de travail	276 300 000	306 023 000	198 425 000	780 748 000
Marketing social du préservatif	-	2 503 835 100	355 056 392	2 858 891 492
Mise à disposition de préservatifs féminins dans les secteurs public et commercial	1 000 000	-	-	1 000 000
Prévention, diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles (IST)	-	272 289 952	1 152 992 102	1 425 282 054
Prévention de la transmission mère-enfant (PTME)	-	-	982 334 323	982 334 323
Sécurité transfusionnelle	-	-	285 817 027	285 817 027
Total Prévention	715 646 900	3 550 062 152	5 380 437 519	9 646 146 571
Soins et traitement				
Soins ambulatoires	-	1 562 798 940	14 758 095 608	16 320 894 548
Total Soins et traitement	-	1 562 798 940	14 758 095 608	16 320 894 548
Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)				
Education des OEV	20 000 000	32 000 000	1 677 586 122	1 729 586 122
Soins de santé de base destinés aux OEV	-	20 000 000	80 000 000	100 000 000
Appui à la famille/à domicile aux OEV	-	-	6 500 000	6 500 000
Total Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	20 000 000	52 000 000	1 764 086 122	1 836 086 122
Gestion et administration de programmes				
Planification, coordination et gestion de programmes	128 376 800	54 500 000	3 749 599 953	3 932 476 753
Suivi et évaluation	-	-	276 049 913	276 049 913
Recherche opérationnelle	-	-	155 613 664	155 613 664
Surveillance sérologique (sérosurveillance)	-	-	29 800 000	29 800 000
Surveillance de la pharmacorésistance du VIH	-	-	73 000 000	73 000 000
Amélioration et construction d'infrastructures	-	-	665 994 083	665 994 083
Total Gestion et administration de programmes	128 376 800	54 500 000	4 950 057 613	5 132 934 413
Ressources humaines				
Incitations financières liées aux ressources humaines	-	-	782 195 104	782 195 104
Formation	-	16 500 000	203 710 340	220 210 340

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Ressources humaines, données non classifiées ailleurs (n.c.a.)	-	-	50 000 000	50 000 000
Total Ressources humaines	-	16 500 000	1 035 905 444	1 052 405 444
Protection sociale et services sociaux				
Création de revenus dans le cadre spécifique de la lutte contre le VIH	-	-	205 000 000	205 000 000
Services de protection sociale et services sociaux, non ventilés par type d'activité	-	-	21 625 000	21 625 000
Services de protection sociale et services sociaux, non classifiés ailleurs (n.c.a.)	-	-	164 000 000	164 000 000
Total Protection sociale et services sociaux	-	-	390 625 000	390 625 000
Environnement favorable				
Programmes de protection des droits de l'homme	-	-	6 650 000	6 650 000
Programmes de protection des droits de l'homme	-	-	5 150 000	5 150 000
Activités destinées à contribuer à un environnement favorable, non classifiées ailleurs	1 500 000	-	-	1 500 000
Total Activités destinées à contribuer à un environnement favorable, non classifiées ailleurs	1 500 000	-	-	1 500 000
Total Environnement favorable	1 500 000	-	11 800 000	13 300 000
Recherche liée au VIH (à l'exception de la recherche opérationnelle)				
Recherche en sciences sociales	-	5 000 000	-	5 000 000
Activités de recherche liées au VIH, non ventilées par type d'activité	-	-	229 468 200	229 468 200
Total Recherche liée au VIH (à l'exception de la recherche opérationnelle)	-	5 000 000	239 517 848	244 517 848
Total général	865 523 700	5 240 861 092	28 530 525 154	34 636 909 946

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Source de financement et Agents de financements

Source de Financements et Agents de Financement						
FS Categories/Agents de Financement	Secteur public	Secteur privé	Organismes acquéreurs internationaux	Organismes multilatéraux administrant des ressources externes	Organisations et fondations internationales à but non lucratif	Total
Fonds publics	865 523 700	-	-	-	-	865 523 700
Recettes du gouvernement central	865 523 700	-	-	-	-	865 523 700
Fonds privés	-	5 240 861 092	-	-	-	5 240 861 092
Institutions et entreprises à but lucratif	-	466 989 940	-	-	-	466 989 940
Fonds des ménages	-	4 453 409 552	-	-	-	4 453 409 552
FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	-	320 461 600	-	-	-	320 461 600
Fonds internationaux	17 734 185 491	1 424 464 241	9 725 527 060	2 593 543 023	4 834 108 010	28 530 525 154
Contributions bilatérales directes	-	1 414 112 291	2 147 876 027	-	-	3 561 988 318
Gouvernement canadien	-	-	300 000 000	-	-	300 000 000
Gouvernement allemand	-	1 414 112 291	820 000 000	-	-	2 234 112 291
Gouvernement néerlandais	-	-	1 000 000	-	-	1 000 000
Gouvernement américain	-	-	1 026 876 027	-	-	1 026 876 027
Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	17 734 185 491	10 351 950	7 368 158 199	2 593 543 023	4 774 615 176	25 112 695 640
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	-	-	10 000 000	10 000 000	-	10 000 000
Organisation internationale du Travail (OIT)	-	-	126 587 500	126 587 500	-	126 587 500
FS.02.07 Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	17 734 185 491	-	3 179 069 380	-	3 179 069 380	20 913 254 871
Secrétariat de l'ONUSIDA	-	-	248 299 313	248 299 313	-	248 299 313
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	-	-	1 480 166 210	1 480 166 210	-	1 480 166 210
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	-	-	10 000 000	10 000 000	-	10 000 000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	-	-	134 837 500	134 837 500	-	134 837 500
Fonds des Nations unies pour la population (UNPFA)	-	-	-	-	-	-
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	-	-	405 750 000	405 750 000	-	405 750 000
Alliance internationale contre le VIH/sida	-	-	8 549 648	-	8 549 648	8 549 648
Caritas Internationalis/Catholic Relief Services	-	-	111 071 054	-	111 071 054	111 071 054
Médecins sans Frontières	-	-	187 340 497	-	187 340 497	187 340 497
Plan International	-	-	105 000 000	-	105 000 000	105 000 000
Fondation Clinton	-	-	870 071 294	-	870 071 294	870 071 294
Autres organisations et fondations internationales à but non lucratif n.c.a.	-	10 351 950	326 013 303	12 500 000	313 513 303	336 365 253
FS.03.04 Organisations internationales à but lucratif	-	-	209 492 834	-	59 492 834	209 492 834
Ensemble des autres fonds internationaux non classifiés ailleurs (n.c.a.)	-	-	209 492 834	-	59 492 834	209 492 834
	18 599 709 191	6 665 325 333	9 725 527 060	2 593 543 023	4 630 456 372	34 636 909 946

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Source de Financements et Agents de Financement						
FS Categories/Agents de Financement	Secteur public	Secteur privé	Organismes acquéreurs internationaux	Organismes multilatéraux administrant des ressources externes	Organisations et fondations internationales à but non lucratif	Total
Fonds publics	865 523 700	-	-	-	-	865 523 700
Recettes du gouvernement central	865 523 700	-	-	-	-	865 523 700
Fonds privés	-	5 240 861 092	-	-	-	5 240 861 092
Institutions et entreprises à but lucratif	-	466 989 940	-	-	-	466 989 940
Fonds des ménages	-	4 453 409 552	-	-	-	4 453 409 552
FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	-	320 461 600	-	-	-	320 461 600
Fonds internationaux	17 734 185 491	1 424 464 241	9 725 527 060	2 593 543 023	4 834 108 010	28 530 525 154
Contributions bilatérales directes	-	1 414 112 291	2 147 876 027	-	-	3 561 988 318
Gouvernement canadien	-	-	300 000 000	-	-	300 000 000
Gouvernement allemand	-	1 414 112 291	820 000 000	-	-	2 234 112 291
Gouvernement néerlandais	-	-	1 000 000	-	-	1 000 000
Gouvernement américain	-	-	1 026 876 027	-	-	1 026 876 027
Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	17 734 185 491	10 351 950	7 368 158 199	2 593 543 023	4 774 615 176	25 112 695 640
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	-	-	10 000 000	10 000 000	-	10 000 000
Organisation internationale du Travail (OIT)	-	-	126 587 500	126 587 500	-	126 587 500
FS.03.02.07 Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	17 734 185 491	-	3 179 069 380	-	3 179 069 380	20 913 254 871
Secrétariat de l'ONUSIDA	-	-	248 299 313	248 299 313	-	248 299 313
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	-	-	1 480 166 210	1 480 166 210	-	1 480 166 210
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	-	-	10 000 000	10 000 000	-	10 000 000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	-	-	134 837 500	134 837 500	-	134 837 500
Fonds des Nations unies pour la population (UNPFA)	-	-	-	-	-	-
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	-	-	405 750 000	405 750 000	-	405 750 000
Alliance internationale contre le VIH/sida	-	-	8 549 648	-	8 549 648	8 549 648
Caritas Internationalis/Catholic Relief Services	-	-	111 071 054	-	111 071 054	111 071 054
Médecins sans Frontières	-	-	187 340 497	-	187 340 497	187 340 497
Plan International	-	-	105 000 000	-	105 000 000	105 000 000
Fondation Clinton	-	-	870 071 294	-	870 071 294	870 071 294
Autres organisations et fondations internationales à but non lucratif n.c.a.	-	10 351 950	326 013 303	12 500 000	313 513 303	336 365 253
FS.03.04 Organisations internationales à but lucratif	-	-	209 492 834	-	59 492 834	209 492 834
Ensemble des autres fonds internationaux non classifiés ailleurs (n.c.a.)	-	-	209 492 834	-	59 492 834	209 492 834
	18 599 709 191	6 665 325 333	9 725 527 060	2 593 543 023	4 630 456 372	34 636 909 946

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Prestataires par Facteurs de Production

Prestataire par Facteurs de Production	Dépenses courantes	Revenus du travail (indemnisation des employés et rémunération des propriétaires)	Fournitures et services	Dépenses en capital	Constructions	Equipements	Total
Prestataires du secteur public	19 691 635 286	1 206 667 299	18 484 967 987	91 440 028	88 240 028	3 200 000	19 783 075 314
Organismes gouvernementaux	17 542 367 977	1 206 667 299	16 335 700 678	91 440 028	88 240 028	3 200 000	17 633 808 005
Hôpitaux	14 321 768 868	119 795 426	14 201 973 442	88 240 028	88 240 028	-	14 410 008 896
Laboratoires et centres d'imagerie	574 616 452	-	574 616 452	-	-	-	574 616 452
Pharmacies et prestataires de produits médicaux	250 000 000	-	250 000 000	-	-	-	250 000 000
Education primaire	99 076 640	-	99 076 640	-	-	-	99 076 640
Organisme national de coordination de la lutte contre le sida	1 588 518 517	919 111 873	669 406 644	3 200 000	-	3 200 000	1 591 718 517
Départements relevant du Ministère de la Santé ou équivalent (y compris les PNLS)	298 347 500	165 000 000	133 347 500	-	-	-	298 347 500
Départements relevant du Ministère de l'Education ou équivalent	76 175 000	-	76 175 000	-	-	-	76 175 000
Départements relevant du Ministère de la Défense ou équivalent	17 000 000	-	17 000 000	-	-	-	17 000 000
Départements relevant du Ministère de la Justice ou équivalent	32 000 000	-	32 000 000	-	-	-	32 000 000
Entités non gouvernementales, non classifiées ailleurs	262 465 000	2 260 000	260 205 000	-	-	-	262 465 000
Organismes gouvernementaux, non classifiés ailleurs	22 400 000	500 000	21 900 000	-	-	-	22 400 000
Organismes parapublics	2 149 267 309	-	2 149 267 309	-	-	-	2 149 267 309
Hôpitaux	1 418 386 354	-	1 418 386 354	-	-	-	1 418 386 354
Laboratoires et centres d'imagerie	730 880 955	-	730 880 955	-	-	-	730 880 955
Prestataires du secteur privé	11 503 590 469	1 288 878 576	10 214 711 893	4 500 000	-	4 500 000	11 518 090 469
Prestataires du secteur privé à but non lucratif	10 581 912 797	1 219 975 742	9 361 937 055	-	-	-	10 581 912 797
Hôpitaux	626 651 716	-	626 651 716	-	-	-	626 651 716
Soins ambulatoires	6 800 000	1 550 000	5 250 000	-	-	-	6 800 000
Institutions de recherche	59 549 648	-	59 549 648	-	-	-	59 549 648
Organisations de la société civile	2 027 154 542	836 426 448	1 190 728 094	-	-	-	2 027 154 542
Autres prestataires à but non lucratif et de nature non confessionnelle, non classifiés ailleurs	797 812 524	263 013 294	534 799 230	-	-	-	797 812 524
Hôpitaux	2 000 000 000	-	2 000 000 000	-	-	-	2 000 000 000
Organisations de la société civile	4 927 142 190	113 736 000	4 813 406 190	-	-	-	4 927 142 190
Autres prestataires à but non lucratif intervenant au sein de structures de nature confessionnelle, non classifiés ailleurs	39 000 000	-	39 000 000	-	-	-	39 000 000
Autres prestataires du secteur privé à but non lucratif (n.c.a.)	97 802 177	5 250 000	92 552 177	-	-	-	97 802 177
Prestataires du secteur privé à but lucratif (y compris les organisations confessionnelles à but lucratif)	921 677 672	68 902 834	852 774 838	4 500 000	-	4 500 000	936 177 672
Education supérieure	7 360 000	2 085 000	5 275 000	-	-	-	7 360 000
"Sur le lieu de travail"	359 492 834	51 992 834	307 500 000	-	-	-	359 492 834
Autres prestataires du secteur privé à but lucratif, non classifiés ailleurs	239 700 000	14 825 000	224 875 000	4 500 000	-	4 500 000	244 200 000
Prestataires du secteur privé	315 124 838	-	315 124 838	-	-	-	325 124 838
Entités bilatérales et multilatérales – dans les bureaux de pays	2 548 154 027	1 198 057 827	1 350 096 200	1 622 400	-	1 622 400	2 549 776 427
Organismes bilatéraux	1 262 776 627	512 507 827	750 268 800	1 622 400	-	1 622 400	1 264 399 027

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Organismes multilatéraux	1 285 377 400	685 550 000	599 827 400	-	-	-	1 285 377 400
Prestataires pour le reste du monde	785 967 736	695 376 885	90 590 851	-	-	-	785 967 736
Total	34 529 347 518	4 388 980 587	30 140 366 931	97 562 428	88 240 028	9 322 400	34 636 909 946

Interventions par Beneficiaires

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

ASC Categories	Prévention	Soins et traitement	Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	Gestion et administration de programmes	ASC.05 Ressources humaines	ASC.06 sociale et protection services sociaux	ASC.07 Environnement favorable	ASC.08 Recherche liée au VIH (à l'exception de la recherche opérationnelle)	Total
Personnes vivant avec le VIH (indépendamment du diagnostic médical/clinique concernant le sida)	146 021 502	16 320 894 548	-	88 240 028	-	390 625 000	-	-	16 945 781 078
Adultes et jeunes hommes vivant avec le VIH (âgés de 15 ans et plus)	-	11 301 307 778	-	-	-	-	-	-	11 301 307 778
Adultes et jeunes gens vivant avec le VIH (âgés de 15 ans et plus), données non ventilées par sexe	13 000 000	1 323 790 556	-	52 000 000	-	5 000 000	-	-	1 393 790 556
Enfants (âgés de moins de 15 ans) vivant avec le VIH, données non ventilées par sexe	-	1 035 754 480	-	-	-	-	-	-	1 035 754 480
Personnes vivant avec le VIH, données non ventilées par sexe	133 021 502	2 660 041 734	-	36 240 028	-	385 625 000	-	-	3 214 928 264
Groupes de population particulièrement vulnérables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres groupes de population clés	1 419 242 008	-	1 836 086 122	-	-	-	-	-	3 255 328 130
Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	14 000 000	-	1 836 086 122	-	-	-	-	-	1 850 086 122
Enfants nés ou à naître de femmes vivant avec le VIH	1 350 607 233	-	-	-	-	-	-	-	1 350 607 233
Détenus et personnes placées en institutions	545 775	-	-	-	-	-	-	-	545 775
Enfants et jeunes gens non scolarisés	54 089 000	-	-	-	-	-	-	-	54 089 000
Groupes de population spécifiques accessibles	2 592 239 572	-	-	17 000 000	-	-	-	-	2 609 239 572
Personnes reçues dans des services de prise en charge des IST	1 477 754 292	-	-	-	-	-	-	-	1 477 754 292
Elèves d'écoles élémentaires	236 403 280	-	-	-	-	-	-	-	236 403 280
Jeunes gens/lycéens	123 514 000	-	-	-	-	-	-	-	123 514 000
Etudiants à l'université	44 160 000	-	-	-	-	-	-	-	44 160 000
Militaires	15 000 000	-	-	5 000 000	-	-	-	-	20 000 000
Représentants de la police et d'autres services en uniforme (autres que les militaires)	37 000 000	-	-	-	-	-	-	-	37 000 000
Ouvriers d'usines (s'agissant par exemple d'initiatives engagées sur le lieu de travail)	658 408 000	-	-	12 000 000	-	-	-	-	670 408 000
Ensemble de la population	5 488 643 489	-	-	-	-	-	1 500 000	230 968 200	5 721 111 689
Population adulte féminine	7 900 000	-	-	-	-	-	1 500 000	-	9 400 000
Enfants (âgés de moins de 15 ans), données non ventilées par sexe	320 461 600	-	-	-	-	-	-	-	320 461 600
Jeunes gens (âgés de 15 à 24 ans), données non ventilées par sexe	872 825 044	-	-	-	-	-	-	-	872 825 044

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Ensemble de la population adulte, données non ventilées par âge ou par sexe.	4 287 456 845	-	-	-	-	-	-	230 968	045	4 518 425
Prévention	45,332,677	329,550,000	746,100,876	1,214,810,010	4,463,500,622	11 800	648	8 349	8,799,194,185	6 100 449
Initiatives non ciblées	-	-	-	5 027 694 385	1 052 405 444	-	-	-	477	-
Groupes de population spécifiques cibles, données non classifiées ailleurs	-	-	-	-	-	-	-	5 000	000	5 000
	9 646 146 571	16 320 894 548	1 836 086 122	5 132 934 413	1 052 405 444	390 625	13 300	244 517	848	909 946

Annexe 7 : Récapitulatif des Indicateurs de performances du PNLS : 2002 – 2008

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		
<i>Prévention</i>									
Nombre de sites de dépistage fonctionnels	100	160	272	400	600	1327	2 019	Données de programme	
Pourcentage de formations sanitaires couvertes par le service de dépistage	7%	7%	11%	16%	25%	55%	75%		
Nombre de personnes testées et qui ont retiré leur résultat au cours des 12 derniers mois	44 813	67 437	89 698	108 267	179 216	573 897	597 352		

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Nombre de personnes testées par les unités mobiles et qui ont retiré leur résultat au cours des 12 derniers mois	0	0	0	12 536	14 529	150 164	60 050	
Nombre de personnes testées dans les formations sanitaires et qui ont retiré leur résultat au cours des 12 derniers mois (PTME incluse)	44 813	67 437	89 698	95 731	164 687	423 733	537 302	
Pourcentage de femmes et d'hommes de 15 - 49 ans ayant subi un test VIH au cours des 12 derniers mois et qui en connaissent le résultat			11,0%					EDS III
<i>Hommes</i>			13,9%					EDS III
<i>Femmes</i>			9,7%		33%			EDS III, MICS 2006
Pourcentage de <i>Professionnelles du sexe</i> ayant subi un test VIH dans les 12 derniers mois et qui en connaissent le résultat			32,4%					Enquête séroépidémiologique et comportementale dans les groupes spécifiques réalisée en 2004.
Pourcentage de <i>Militaires</i> ayant subi un test VIH dans les 12 derniers mois et qui en connaissent le résultat				63,0%				Enquête de séroprévalence du VIH et de l'étude comportementale dans les Forces de Défense au Cameroun en 2005.
<i>20-24 ans</i>				72,1%				
<i>25 ans et +</i>				62,1%				

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Nombre d'entreprises ayant mis en place des programmes et politiques de lutte contre le Sida en milieu de travail	28	28	70	70	Données de programme	de
---	----	----	----	----	----------------------	----

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
<i>Prévention et prise en charge des IST</i>								
Prévalence des IST dans la population des 15 - 49 ans			5,10%					EDS III
Nombre de patients atteints d'IST reçus dans les centres de soins et traités suivant l'algorithme national					22 789	47 448	63 881	Données de programme
<i>Promotion du préservatif</i>								
Nombre de préservatifs distribués		26 325 768	23 445 449	24 565 987	33 373 152	29 833 549	33 629 358	ACMS, CENAME
Nombre de points de vente de préservatifs								
Nombre de préservatifs masculins distribués		26 310 968	23 383 764	24 459 578	33 242 888	29 752 819	33 485 765	
Nombre de préservatifs féminins distribués		14 800	61 685	106 409	130 264	80 730	143 593	

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Sécurité sanguine

Nombre d'unités de sang collectées et testées					26 079	61 388	63 258	Données de programme
Taux de séropositivité chez les donneurs de sang					0	0	0	
<i>PTME</i>								
Nombre de sites PTME fonctionnels	160	272	400	600	1 327	2 019		Données de programme
Nombre de districts offrant des services de PTME		87	95	135	158	174		
Nombre de femmes reçues en première CPN	29 457	36 167	46 080	65 342	112 798	260 319	343 114	
Nombre de femmes enceintes testées	23 566	28 934	36 864	52 163	90 238	209 319	283 204	
Pourcentage de femmes enceintes testées en salle d'accouchement					2,5%	10,3%	6,1%	
Pourcentage des femmes ayant bénéficié d'un conseil et dépistage du VIH au cours des visites prénatales	3,3%	4,0%	5,1%	7,2%	12,5%	28,0%	38,3%	Données de programme
Taux de séropositivité (prévalence) chez les femmes enceintes	8,3%	8,3%	7,4%	7,4%	8,6%	6,7%	6,47%	Données de programme

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Taux de séropositivité chez les femmes enceintes en CPN				9,1%	8,9%	6,8%	6,0%	Données de programme
Taux de séropositivité chez les femmes enceintes en salle d'accouchement				57,4%	57,1%	19,5%	15 %	
Pourcentage de partenaires de femmes testées séropositives ayant été testé			-	-	-	-	27,0%	
Pourcentage de femmes enceintes séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant				4,2%	7,9%	12,6%	18,0%	
Pourcentage d'enfants nés de mères séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant					7,0%	10,0%	14,4%	
Pourcentage de nourrissons nés de mères séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant					7,0%	10,0%	14,8%	
Pourcentage d'enfants nés de mères VIH+ sous allaitement mixte				75,0%	64,0%	43,8%	55,5%	
Pourcentage de nourrissons nés de mères séropositives qui sont infectés par le VIH				34,9	24,3%	23,3%	21,9%	

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Prise en Charge des PVVIH

Nombre de formations sanitaires assurant un service de prise en charge des patients infectés par les ARV	5	19	20	40	91	111	132
Nombre de districts offrant des services de Prise en charge des PVVIH par les ARV	3	6	10	14	76	82	92
Pourcentage de districts de santé couverts par les services de prise en charge des PVVIH	1,7%	3,4%	5,7%	8,0%	43,7%	47,1%	51,7%

Domaine/Indicateur	Année							Source
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Taux de séropositivité chez les femmes enceintes en CPN				9,1%	8,9%	6,8%	6,0%	Données de programme
Taux de séropositivité chez les femmes enceintes en salle d'accouchement				57,4%	57,1%	19,5%	15 %	
Pourcentage de partenaires de femmes testées séropositives ayant été testé			-	-	-	-	27,0%	
Pourcentage de femmes enceintes séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant				4,2%	7,9%	12,6%	18,0%	

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

Pourcentage d'enfants nés de mères séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant					7,0%	10,0%	14,4%	
Pourcentage de nourrissons nés de mères séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant					7,0%	10,0%	14,8%	
Pourcentage d'enfants nés de mères VIH+ sous allaitement mixte				75,0%	64,0%	43,8%	55,5%	
Pourcentage de nourrissons nés de mères séropositives qui sont infectés par le VIH				34,9	24,3%	23,3%	21,9%	
<i>Prise en Charge des PVVIH</i>								
Nombre de formations sanitaires assurant un service de prise en charge des patients infectés par les ARV	5	19	20	40	91	111	132	
Nombre de districts offrant des services de Prise en charge des PVVIH par les ARV	3	6	10	14	76	82	92	
Pourcentage de districts de santé couverts par les services de prise en charge des PVVIH	1,7%	3,4%	5,7%	8,0%	43,7%	47,1%	51,7%	

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

Domaine/Indicateur	Année							Source
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Taux de séropositivité chez les femmes enceintes en CPN				9,1%	8,9%	6,8%	6,0%	Données de programme
Taux de séropositivité chez les femmes enceintes en salle d'accouchement				57,4%	57,1%	19,5%	15 %	
Pourcentage de partenaires de femmes testées séropositives ayant été testé			-	-	-	-	27,0%	
Pourcentage de femmes enceintes séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant				4,2%	7,9%	12,6%	18,0%	
Pourcentage d'enfants nés de mères séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant					7,0%	10,0%	14,4%	
Pourcentage de nourrissons nés de mères séropositives à qui l'on a administré des antirétroviraux pour réduire le risque de transmission mère-enfant					7,0%	10,0%	14,8%	

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

Pourcentage d'enfants nés de mères VIH+ sous allaitement mixte				75,0%	64,0%	43,8%	55,5%	
Pourcentage de nourrissons nés de mères séropositives qui sont infectés par le VIH				34,9	24,3%	23,3%	21,9%	
<i>Prise en Charge des PVVIH</i>								
Nombre de formations sanitaires assurant un service de prise en charge des patients infectés par les ARV	5	19	20	40	91	111	132	
Nombre de districts offrant des services de Prise en charge des PVVIH par les ARV	3	6	10	14	76	82	92	
Pourcentage de districts de santé couverts par les services de prise en charge des PVVIH	1,7%	3,4%	5,7%	8,0%	43,7%	47,1%	51,7%	

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

Domaine/Indicateur	Année							Source
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
<i>Coordination</i>								
Dépenses intérieures pour la lutte contre le SIDA (en \$US)			1 334 544	4 411 183	6 002 497	7 580 640		Données de programme
Dépenses internationales pour la lutte contre le SIDA (en \$US)			22 949 539	38 762 442	27 935 338	28 517 647		
Dépenses intérieures et internationales pour la lutte contre le SIDA (en \$US)			24 284 083	43 173 625	33 937 835	36 098 287		
<i>Impact</i>								
Nombre de personnes infectées par le VIH	462 211	465 313	470 452	500 029	505 000	510 000	543 294	Données Estimations EPP Spectrum (CNLS, ONUSIDA, OMS)
<i>Hommes</i>	192 775	194 151	180 806	194 582	196 516	198 461	211 303	
<i>Femmes</i>	269 436	271 162	289 646	305 627	308 484	311 539	331 991	
<i>Adultes</i>	423 296	424 725	428 257	456 631	462 450	467 000	500 294	
<i>Enfants</i>	38 915	40 588	42 195	43 398	42 550	43 000	43 000	
CNLS 2010								
Nouveaux cas de SIDA	46 221	47 643	49 421	49 041	49 041	50 000	50 000	

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

Hommes	20 326	20 844	5 822	19 978	19 978	20 000	20 000	
Femmes	25 896	26 799	43 600	29 063	29 063	30 000	30 000	
Nouveaux cas de SIDA	46 221	47 643	49 421	50 314	51 214	54 481	51 598	
Hommes	20 326	20 844	20 822	21 466	20 886	23 075	21 272	
Femmes	25 896	26 799	28 599	28 848	30 329	31 406	30 326	
Prévalence du VIH 15 - 49 ans (%)	5,8%	5,7%	5,6%	5,4%	5,4%	5,1%	5,1%	EDS III, Estimations EPP Spectrum (CNLS, ONUSIDA, OMS)
Prévalence du VIH 15 - 24 ans (%)			3,2%					
Prévalence du VIH chez les femmes			6,8%					
Pourcentage de jeunes de 15-24 ans ayant eu leur premier rapport sexuel avant l'âge de 15 ans				17,0%				EDS III
Coinfection TB/VIH								
Nombre de patients séropositifs sous prophylaxie anti tuberculeux (Isoniazide)					8 637	11 825	16 144	Données de programme
Pourcentage des cas estimés de tuberculose liée à une séropositivité concomitante auxquels ont été administrés un traitement anti tuberculeux et un traitement contre le VIH					24,7%	33,8%	46,1%	

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Taux de coinfection TB/VIH (%)					38,9%	43,8%	40,4%	
--------------------------------	--	--	--	--	-------	-------	-------	--

Annexe 8 : Liste des structures ayant fourni l'information

	<i>Name</i>	<i>Raison Social</i>	<i>Sigle</i>	<i>Contact</i>	<i>Phone</i>
1	Association Camerounaise de Marketig Social	Yaoundé	ACMS	Secetaire Permanent	
2	Association Culturelle Islamique du Cameroun	Yaoundé	ACIC	Président de ACIC	99 56 27 95
3	Care and Health Program	Bp 2338 Ydé	CHP		22 21 31 16/99 31 11 49
4	CARE international Cameroon	Bp 422 Ydé	CARE	Directrice Nationale	22 21 20 54
5	Catholic Relief Service	Bp 1851 Ydé	CRS	représentant résident	22 21 55 61
6	Centre de Recherche pour la Santé des Armées	Bp 906 Ydé	CRESAR	Coordonnateur	22 22 56 45
7	Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun	Bp 176 Ydé	CEPCA	Point focal vih/sida	99 88 80 57
9	IRESKO	Ydé	IRESKO	charge des programmes	22 31 10 14
10	Réseau Camerounais des Associations de PVVIH	Bp 3358 Ydé	RECAP+	Présidente du conseil	-
11	SOS Village d'Enfants Cameroun	Bp 12196 Yaoundé	SOS	directrice nationale sos	22 21 27 26
12	SunAids	Bp 11746 Dla	sun aids	Président	33 43 92 99
13	Moto SIDA	Ebolowa	Moto SIDA		
14	CANEP	Yaoundé	CANEP		
15	CAMNAFAW	Yaoundé	CAMNAFAW		
16	FESADE	Yaoundé	FESADE		
17	Synergie Africaine	B.P:592 Ngaoundere	FESADE	E-mail: aprospen@yahoo.fr	987 10 65 /989 24 89
18	Centre International de recherche sur le SIDA Chantal Biya	806 Ngaoundéré	Avenue Centre commercial	cndj@justice.com	792 88 64
19	APROSPEN	142 Ngaoundéré	Carrefour Aoudi	asprfefef@yahoo.fr	936 87 65
20	CNLS 2010 CNJD	362 Ngaoundere	Face Paraf Bar sur la rue mini mode à Ngaoundéré	faassy12015@yahoo.fr	751 21 26
21	APROFEF	362 Ngaoundéré	A côté des bureaux de DHL à	ongajlc@yahoo.fr	718 74 44

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

22	Symposium F12015	3526 Yaoundé	Ngaoundéré A proximité du CHU sur la rue Melen à Yaoundé	contact@synergiesafri caines.org	223 09 15
23	AJLC-IST/SIDA et le Paludisme	2093 Yaoundé	Immeuble Pharmacie du marché central à Yaoundé	an_nour_islam2000@ yahoo.fr	220 81 73/981 59 16
24	SYNERGIES AFRICAINES	30645 Yaoundé	Shell Obili - Yaoundé		986 72 56
25	AN -NOUR	3201 Yaoundé	Etoug-Ebé Village, derrière la Paroisse St Antoine de Padou, Immeuble ASSE	deprospace@yahoo.fr	910 94 78 / 980 83 89 / 958 15 91
26	AFASO	2505 Yaoundé	Derrière Texaco Omnisport		798 27 30/ 955 00 94
27	DEPRO-SPACE	31341 Biyemassi Yaoundé	Communauté missionnaire de Cana – Mvolyé- Yaoundé	africahopechallenge @hotmail.com	767 13 51
28	AFSU-UBSA	1851 Yaoundé	Quartier Basos	crscm@crscameroon. org	220 30 39
29	Africa Hope Challenge	6110 Yaoundé	Nlongkak Yaoundé	kid aids.cameroun@la poste.net	200 40 89 / 788 57 44
30	Catholic Relief Services	14845 Yaoundé	Face Stade Omnisport	Error! Hyperlink reference not valid.	956 93 59
31	KIDAIDS	4429 Yaoundé	Immeuble ANABA face Indépendance Hôtel(Yaoundé), deuxième étage, 2 ^{ème} porte	musasaf2003@yahoo .fr	935 38 87
32	GIC DESED	8032 Yaoundé	Bafia	women-dyc@yahoo.fr	786 20 93
33	MSSF	13534 Yaoundé	Immeuble Shell concorde 5 ^{ème} étage	orhad@yahoo.fr	965 71 46

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

34	ASFEDYC	1851 Yaoundé	A côté du Centre de Santé Catholique de Batouri à l'Est	crscm@crscameroun. org	220 30 39
35	ORHAD	44 Bertoua	A côté du stade municipal de Bertoua		980 91 96
36	Catholic Relief Services	404 Bertoua	Carrefour SCT à Mokolo 1 à Bertoua		947 16 55/775 42 53
37	ASOGEDICAM	442 Yaoundé		cameroun@care.ca	221 20 54
38	GREFAAD	363 Maroua	Boulevard du renouveau Maroua		732 75 44/229 23 33
39	CARE Cameroun	599 Maroua	A côté Délégation provinciale des Enseignements secondaires	watensa@yahoo. com wesdecm@gmail. Com	760 33 89/950 40 43
40	Association SALAMA	76 Yabassi	A côté de la Délégation Départementale des Affaires Sociale du Nkam	ekoboa1@yahoo.fr	924 72 82
41	WESDE	5949 Douala	A côté de l'Hôpital de Nylon	resofercameroun@ya hoo.fr	337 67 17/982 51 04
42	CRAIPE	3045 Douala	Rue Foch Akwa, angle Emilie Saker	swaalittoral@yahoo.fr	342 32 46
43	RESOFER	13182 Douala	Douala Bar, à côté du Collège INTEG	ajssplus@yahoo.fr	302 19 97 / 605 67 63
44	SWAA-Cameroun	18347 Douala	Face Texaco Omnisport, New Bell - Douala	as_espoir@yahoo.fr	763 02 74
45	AJSS+	4428 Douala	Derrière l'Université, à côté de l'aumonerie catholique, face Mt EESSEC	actess2002@yahoo.fr	786 10 93
46	Espoir +	17744 Douala	Nouvelle route KM 5, à côté de la laverie des motos- Douala	ubsa_afsu_dla@yaho o.fr	985 99 06/723 03 69

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

47	ACTESS	4707 Douala	Boulevard de la République, à côté de l'Agence Satellite Insurance	info@weh99.org	777 81 77
48	AFSUPES	17079 Douala		merenso2003@yahoo.fr	976 64 72
49	FSE/WEH99	442 Yaoundé	Situé au quartier Domayo, en face de l'Hôpital de la CNPS à Maroua	cameroun@care.ca	221 20 54
50	Merenso	58 Garoua	Carrefour Base aérienne à Garoua	gickezeta@yahoo.fr	715 88 84
51	CARE Cameroun	1015 Yaoundé	Dakar en haut (Yaoundé)	boulemou@yahoo.fr	987 20 82 / 613 75 74
52	GIC KEZETA	1851 Yaoundé		crscm@crscameroun.org	220 30 39
53	Scouts du Cameroun	548 Bamenda		cammedwomass@yahoo.com	774 34 30 / 732 36 04
54	Catholic Relief Services	338 Bamenda		idfbda@yahoo.fr	775 59 75 / 336 32 43
55	CMWA	87 Fundong			706 04 09
56	IDF	390 Bamenda	A côté de New Apostolic Church, Bamenda	iqchriswov@justice.co.uk	766 50 22
57	AFARAA	550 Bafoussam		cepadfr@yahoo.fr	767 37 35 / 762 77 17
58	AI-CHRISWOV	30002 Yaoundé	Immeuble Fonader, Elig Essono, 3 ^{ème} étage porte 305	jeankeu@yahoo.fr	773 78 21
59	CEPAD	02 Bandja	A proximité du carrefour Bandja	mtngadjeye@yahoo.fr	993 97 89
60	Apcas	1223 Bafoussam	Face BEAC Bafoussam	leducanet@justice.com	985 87 05
61	Face à la Santé	28 Foumbot	Avant le pont du fleuve Koup, en allant à Foumban		970 17 51
62	Language Education Net Work	5988	TEXACO Ecole de	asejacmr@yahoo.fr	220 92 93

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE
LE SIDA**

63	CRADESCAM	Yaoundé 1040	Police, Yaoundé	ayongessambira@ya hoo.fr	751 87 37 / 222 33 54
64	ASEJA	Yaoundé 113	Rond Point central de KYE OSSI	procid@yahoo.fr	200 94 75
65	Association AYONG ESSAMBIRA	Ebolowa 12 Kribi	A côté de la Délégation de la Jeunesse et Sport à Kribi	nangjul@yahoo.fr	987 88 90
66	PROCID	325 Kumba		wohemfamily@yahoo. co.uk	552 39 03
67	CLLS/RAFEKRI	01 Buea		linkupcharityfoundatio n@yahoo.co.uk	744 00 16
68	WHMS	88 Buea	A côté des bureaux de Orange Limbé	reachoutdev@yahoo. com	740 56 02
69	Link Up	163 Buea			335 43 86 / 764 89 95
70	Reach Out	25 Buea	A côté de l'Inspection de l'Education	snadegc@yahoo.com	792 13 80
71	KCP				
72	DEGC				
73					
74	ALUCAM	EDEA			
75	Cameroon Civil Aviation Authority	bp 6998 ydé	CCAA	Point focal Sida	22303090
76	Cameroon Development Corporation	Bp 282 Tiko	CDC	Point focal	33351164
77	Cameroon Oil Transportation Company	3738 dla	COTCO	control and	33 43 35 82
78	Cameroon Railway Corporation	Bp 766 Dla	CAMRAIL	Directeur	99854478/3 3408252
79	Cameroon Shipping Line	Bp 4454 Dla	Camship	Chef de	33 42 09 09
80	Cameroon Telecommunication	1571 YDE	CAMTEL	membre equipe focale	22 23 40 65
81	Chanas assurances SAS	109 Dla	Chanas	Controleur général	33 42 99 60/33 42 14 74
82	CHANTIER NAVAL DU Cameroun	DOUALA			
83	Chocolaterie confiserie du Cameroun	Bp 275 Dla	CHOCOCAM	Medecin	33 37 60 80
84	Cimenteries du Cameroun	Bp 1323 Dla	CIMENCAM	Assistante santé	33 39 11 19

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

85	DELMONTE	TIKO				
86	Graphic System procolor	GSP	controleur de gestion	33 42 31 78		
87	Guiness Cameroun	Douala				
88	HEVEACM	NIETE				
89	Hydrocarbures Analyses et Contrôles	Bp 12806	HYDRAC	Chef de service des affaires	33370436	
90	Hygiene et Salubrité du Cameroun	Dla				
91	Le Bus/Car	Bp 1420	Dla HYSACAM	Docteur de	33374414	
92	MTN Foundation	Yaoundé	MTN			
93	Nestlé	Bp 2622	Nestlé	corporate manager	75 77 74 01	
		Nestlé				
94	Orange Cameroun	Cameroun				
95	Pamol Oil Estate	Bp 1864	Dla Orange	DRH	33 41 00 11	
		EKONDO				
		TITI				
96	Port autonome Douala	Bp 4020	Dla PAD	Medecin chef de l'infirmierie	96 13 90 99	
97	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun	Bp 4036	SABC	Administration du personnel	33429133	
98	Société Nationale de Raffinerie	Bp 365	SONARA	Medecin chef de l'infirmierie	99969062	
		Limbé				
99	Société Nationale des Eaux du Cameroun	Bp 524	Dla SNEC	33 43 85 67		
100	Société Suciére du cameroun	Bp 857	Ydé SOSUCAM(SSC)	Medecin chef	99776960	
101	SODECOTON	GAROUA				
102	Standard Chartered Bank Cameroon	Bp 1784	Dla chef de département		33422789	
103	Transforation Reef du Cameroon	Bp 3394	Dla TRC	Service du personnel	33404288	
104	BICEC					
105	Miistere de la Défense	Yaoundé	MINDEF	Point focal vih/sida	74 91 52 60	
106	Ministeere de la Fonction Public	Yaoundé				
107	Ministère de la Communication	Yaoundé	MINCOM	consiller technique 1	22 22 14 65	
108	Ministère de la Formation Professionnelle	Bp 16273	Ydé MINFOP	conseiller technique N°2	77750780	
109	Ministere de la Justice	Ydé	MINJUSTICE	Sous directeur de la santé	77 11 45 57	
110	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille	Ydé	MINPROFF	Point focal vih/sida	22232550/2	
					2233965	
111	Ministère de la Recherche Scientifique et Innovation	Bp 1457	MINRESI		22 22 29 31	22 22 29 31

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

		Ydé			
112	Ministere de la Santé Public et GTC/CNLS	Yaoundé			
113	Ministere de l'Economie, du Plan et	Yd2	MINEPAT	Point focal vih/sida	99874472/2
					2230020
114	Ministère de l'Enseignement Secondaire	Bp 16185	MINESEC	Point focal vih/sida	77730441/2
		Ydé			2221940
115	Ministere de l'Enseignement Supérieur	BP1739	MINESUP	point focal 1	22 22 18 76
116	Ministere de Sport et de l'Education physique	Yaoundé			
117	Ministère des Finances	Ydé	MINFI	DRH	22231760
118	Ministere des Jeunes	Yaoundé			
119	Ministere des Mines	Yaoundé			
120	Ministere des travaux public	Yaoundé			
121	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	MINTSS	Sous directeur de la sécurité qu	Point focal vih/sida	22 20 34 13
122	Ministry of Basic Education	Yaoundé			
123	Ministry of commerce	Ydé	Mincommerce		
124	Ministry of Tourism	Yaoundé	Mintour	PF	75321487
125	MINADT				
126	Ministere de la culture				
127	Ministere du Transport				
128	Le Ministere des affaires sociales				
129	Université de Buea	BUEA			
130	Université de Dschang	CMS/U DS	CHEF DE	77 89 06 23	
131	Université de Ngaoundere	NGAOUND ERE			
132	Université de Douala				
133	Université de Yaoundé 1	CMS/YDEI	Point focal	77 82 69 09	
134	Université de Yaoundé 2				
135	Université de Maroua				
136	Délégation Générale à la Sureté Nationale				
137	CEMAC				
138	Union Européenne				
139	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO)				
140	Organisation Internationale du Travail (OIT)				
141	Organisation Internationale des Migrations (OIM)				

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

142	Banque Africaine de Developpement
143	Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)
144	UNAIDS
145	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
146	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)
147	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
148	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)
149	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR)
150	Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-HABITAT)
151	Bureau des Nations Unies pour la Coordination et Affaires Humanitaires (UNOCHA) et autres Méchanisms de financement des affaires humanitaires
152	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC)
153	Fonds des Nations unies pour la Population (UNFPA)
154	Banque Mondiale (BM)
155	Programme Alimentaire Mondial (PAM)
156	Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
157	Agences bilatéraux et Organisations Internationales non-Gouvernementales à but non lucratif
158	International HIV/AIDS Alliance
159	ActionAID
160	Bill and Melinda Gates Foundation
161	Care International
162	Catholic Relief Services
163	Comité International de la Croix-Rouge, Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
164	Médecins sans Frontières
165	Plan International
166	SIDACTION

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

167	La Foundation Clinton
168	International Planned Parenthood Federation
169	Agence Canadien pour le Developpement International
170	Cooperation Francaise
171	German Technical Cooperation (GTZ)
172	Japan agency for International Development
173	SNV
174	US centers for Disease Control and Prevention
175	China Agency for International Organisation
176	Belgian Technical Cooperaion
177	Agence National de recherche sur le SIDA
178	Institut de Recharche pour le Developpement
179	Ensemble Solidarité Thérapeutique Hospitalière en Réseau (ESTHER)

PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA

Annexe 9 :Bibliographie

- UNAIDS-Geneva, National AIDS Spending Assessment (NASA) Classification Taxonomy and Definitions, , 2007
- UNAIDS-Geneva National AIDS Spending Assessment (NASA) User Guide and Definitions, UNAIDS, 2008
- Institut National de la Statistique (INS), Cameroun, Annuaire Statistique du Cameroun, 2007.
- Institut National de la Statistique (INS), Cameroun, troisième Enquête démographique et de santé, 2004
- Comité National de lutte contre le SIDA, Cameroun, Plan Stratégique National 2006-2010 de lutte contre le SIDA, 2006.
- Comité National de lutte contre le SIDA, Cameroun, Rapport d'Activité 2008;
- Comité National de lutte contre le SIDA, Cameroun, Rapport de Progrès N° 2 PTME, 2009,
- ONUSIDA, *Rapport mondial sur l'épidémie*, décembre 2008
- Comité National de lutte contre le SIDA, Cameroun, Guide de Suivi et Evaluation du Plan Stratégique National de lutte Contre le Sida 2006-2010, 2007
- Comité National de lutte contre le SIDA, Cameroun , Profile des Estimation et Projections en matière de VIH et SIDA au Cameroun, 1970-2012,
- Comité National de lutte contre le SIDA, Cameroun, Rapport de l'Analyse des Flux des Rapport de l'Analyse des Flux des Ressources et des Dépenses Nationales Contre le SIDA (EF-REDES) en 2007 et 2008
- BUCREP, RGPH, 1976 et 1987, 2005

**PROJET DE RAPPORT DE L'ANALYSE DES FLUX DES RESSOURCES ET DES
DEPENSES NATIONALES CONTRE LE SIDA**

Annexe 10 : Liste des auteurs

N°	Nom et Prénom	Institution et Fonction	Rôle dans l'Etude
1	Dr ELAT NFETAM	Secrétaire Permanent du GTC/CNLS	Coordonnateur Général
2	Dr IBILE ABESOUGUIE	Secrétaire Permanent Adjoint du GTC/CNLS	Coordonnateur Général Adjoint
	Dr BILLONG Serge	Chef Section Planification, Suivi et Evaluation, GTC/CNLS	Coordonnateur Général Adjoint
2	Mr Peter TENDOH TEBON	Monitoring and Evaluation Officer CE-RTG/NACC	Coordonnateur Technique
3	Mr ABONGO Zacharie	Chef Section SAF du GTC/CNLS	Expert national
4	Dr WANGMENE	Point Focal VIH/Sida MINDEF	Expert national
5	Mme MBEEME Viviane	Point Focal VIH/Sida MINESUP	Experte nationale
6	Mme BALLA NDONG Aline	Consultant VIH/Sida	Experte nationale
7	Mlle MESSEH ARLETTE	Cadre Suivi Evaluation GTC/CNLS	Expert national
8	Dr Dado KAGNASSY SY	Conseiller Suivi Evaluation / ONUSIDA	Facilitateur
9	Dr Mamadou Lamine SAKHO	Coordinateur Pays /ONUSIDA	Facilitateur